



SERVICE JÉSUITE DES RÉFUGIÉS
RAPPORT ANNUEL
2009





photo de couverture

Des réfugiés somaliens
à Addis-Abeba (Angela
Hellmuth/JRS)

éditeur

Peter Balleis SJ

rédactrice

Danielle Vella

production

Malcolm Bonello



Le Service Jésuite des Réfugiés (JRS) est un organisme catholique international fondé par Pedro Arrupe SJ en 1980. Sa mission est d'accompagner, de servir et de défendre la cause des personnes déplacées de force.

Jesuit Refugee Service

Borgo S. Spirito 4,
00193 Rome, Italie

TEL: +39 06 6897 7465

FAX: +39 06 6897 7461

servir@jrs.net

www.jrs.net

table des matières

Éditorial	03
Où nous travaillons	04
Afrique de l'Est	07
Grands Lacs	11
Afrique Australe	15
Afrique de l'Ouest	19
Europe	23
Moyen-Orient	27
Asie Pacifique	31
Asie du Sud	35
Amérique Latine	39
Amérique du Nord	43
Glossaire des typologies de projet	47
Les activités d'advocacy du JRS	48
Les donateurs du JRS	50
Pour contacter le JRS	51

sigles utilisés dans ce numéro :

HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ONG	Organisation non gouvernementale
RDC	République Démocratique du Congo

Le Bureau International du JRS produit deux publications périodiques : *Dispatches*, un bulletin électronique bimensuel qui propose des nouvelles sur la situation des réfugiés et une mise à jour sur les projets du JRS, et *Servir*, un magazine qui sort trois fois par an. Elles sont toutes deux gratuites et disponibles en français, en anglais, en espagnol et en italien. Pour recevoir *Dispatches* et *Servir*, vous pouvez vous abonner sur le site web du JRS : <http://www.jrs.net/lists/manage.php>



📷 Peter Balleis SJ (à gauche) discute avec Clément, qui travaille avec le JRS à Guéréda au Tchad.

Le nouveau logement de la famille de réfugiés à Addis-Abeba, sur la photo de couverture de ce rapport, est une pièce nue et défraîchie, avec quelques matelas pour tout mobilier. De nos jours, près de la moitié des réfugiés à travers le monde vit en milieu urbain et non plus dans des camps comme on pourrait l'imaginer. Dans les villes, les réfugiés et les autres personnes déplacées de force sont pratiquement « invisibles » ; ils essaient de passer inaperçus, vivant fréquemment dans l'isolement et sans soutien. Beaucoup n'ont pas de documents valides et ne jouissent d'aucune protection. La plupart du temps ils ne peuvent pas travailler légalement, les emplois qu'ils trouvent sont donc mal payés et ils sont souvent exploités. Par ailleurs, les services ne leur sont pas facilement accessibles, et comme si cela ne suffisait pas, les réfugiés urbains sont victimes de xénophobie et de discrimination.

Dans ce rapport, nous nous occupons en particulier des projets du JRS en milieu urbain, dans des villes aussi diverses que Bogotá, Phnom Penh, Johannesburg, Nairobi, Rome et Amman, pour n'en citer que quelques-unes. Accompagner les personnes déplacées de force dans les villes signifie leur rendre visite, comprendre quels sont leurs besoins primordiaux - par exemple obtenir des papiers et de la nourriture, accéder à l'assistance médicale et à l'éducation, avoir de l'argent pour payer le loyer - et essayer d'y répondre.

En œuvrant dans les milieux urbains, le JRS suit les traces du fondateur de l'ordre des jésuites. En Italie, en 1538 un hiver très dur apporta la famine, la maladie et la mort ; beaucoup de personnes qui n'avaient plus de ressources cherchèrent refuge à Rome mais très peu y trouvèrent un abri. Ignace de Loyola et ses compagnons ouvrirent les portes de leur maison. Ils mendiaient de la nourriture et du bois à brûler et allèrent à la recherche des sans-abri pour les accueillir et les assister. Un an après, ils s'occupaient de 3.000 personnes déplacées. Au même endroit, en 1980, Pedro Arrupe SJ, le fondateur du JRS, a mis sur pied le Centro Astalli pour assister des centaines de réfugiés éthiopiens, un service qui continue encore aujourd'hui pour des personnes venant du monde entier.

Ce rapport met en évidence notre engagement dans les milieux urbains, ainsi que de nombreux autres services fournis dans les camps, dans les zones rurales reculées, dans les centres de détention. Partout où les personnes déplacées sont oubliées et vulnérables, le JRS les accompagne, les sert et défend leurs droits. Ce rapport est aussi une expression de notre gratitude envers les organisations avec lesquelles nous collaborons, envers les donateurs et les amis pour leur soutien généreux, et envers ceux qui travaillent avec nous pour leur service infatigable.

Peter Balleis SJ

Directeur international du JRS

où nous travaillons

On estime qu'il y a au moins 46 millions de personnes déplacées de force à travers le monde. Le tableau ci-dessous reporte leur nombre estimé dans les pays où le JRS est actif. Ces chiffres se réfèrent - sauf dans les deux cas indiqués par * - au début de l'année 2009 et sont tirés de l'Annuaire Statistique 2008 publié par le HCR. Sont inclus dans ces chiffres et par pays d'accueil : les réfugiés, les personnes dans des situations similaires à celles des réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes rapatriées, les déplacés internes assistés par le HCR, les apatrides et d'autres personnes qui sont du ressort du HCR. Dans certains cas, ces statistiques ont drastiquement changé au cours de l'année 2009, à cause d'importants mouvements de personnes soit en fuite soit de retour chez elles.

Amérique du Nord

Canada	227.853
États-Unis d'Amérique	348.776
	380.000 détenus*

Amérique Latine et Caraïbes

Colombie	3.000.294
Équateur	135.317
Panama	17.515
République dominicaine	500.000 -
	800.000 migrants*
Venezuela	213.097

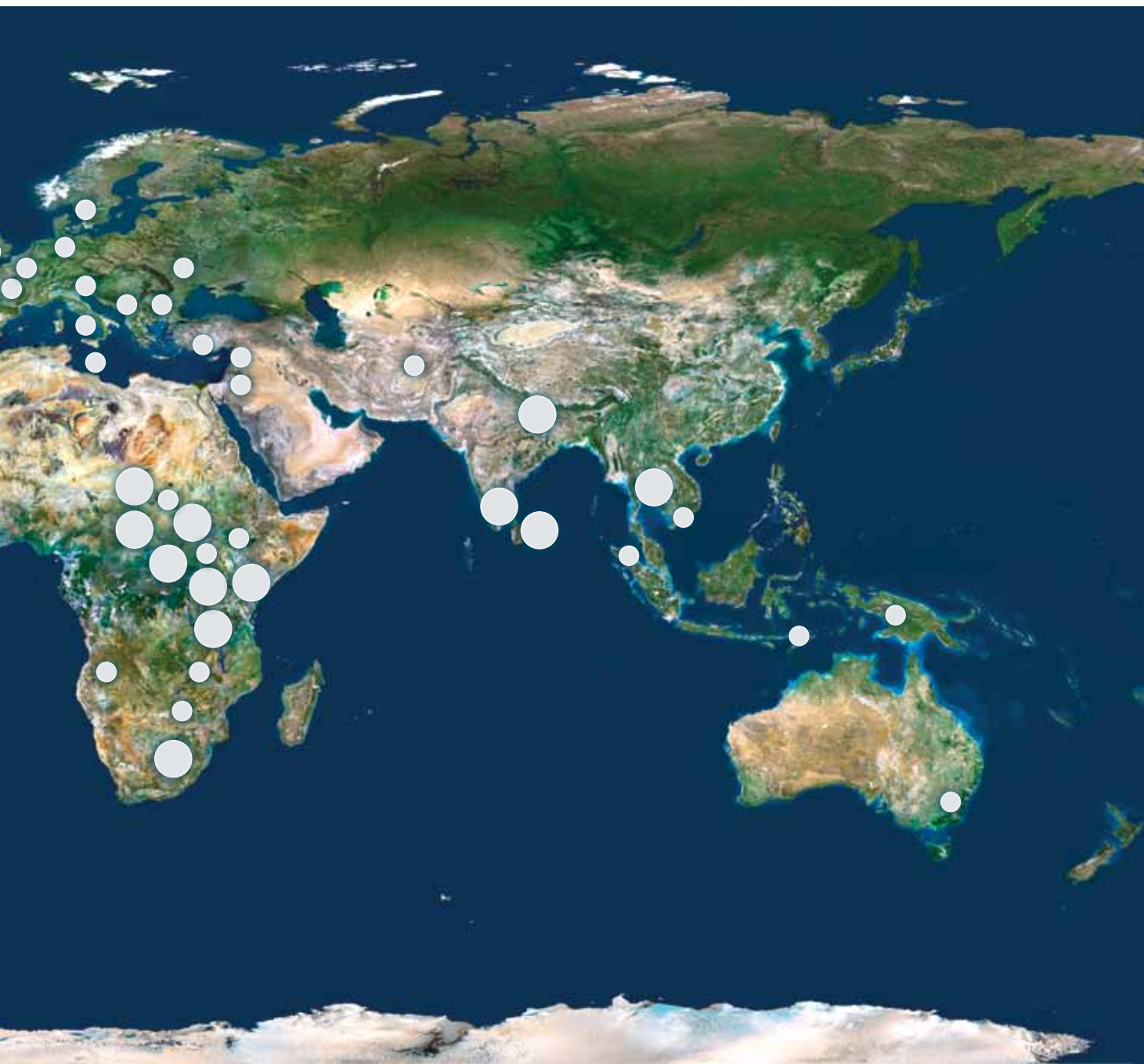
Europe

Allemagne	647.852
Balkans occidentaux	
Bosnie-Herzégovine	194.448
Croatie	33.943
Macédoine	2.823
Serbie	341.083

Belgique	31.837
France	203.708
Irlande	14.342
Italie	47.783
Malte	5.562
Maroc	1.235
Portugal	676
Roumanie	2.152
Royaume Uni	306.702
Slovénie	4.442
Suède	107.376
Ukraine	64.858

Afrique de l'Est

Éthiopie	85.417
Kenya	1.180.088
Ouganda	1.627.479
Soudan	1.499.683

**Grands Lacs**

Burundi	221.751
RDC	1.669.323
Rwanda	67.204

Afrique Australe

Afrique du Sud	270.671
Angola	28.947
Malawi	10.716
Zambie	83.542
Zimbabwe	3.998

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso	1.161
Côte d'Ivoire	734.205
République centrafricaine	205.901
Tchad	539.312

Moyen-Orient

Jordanie	501.099
Syrie	1.407.949

Asie Pacifique

Australie	23.078
Cambodge	225
Indonésie	726
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10.013
Singapour	10
Thaïlande	3.625.510
Timor oriental	15.877

Asie du Sud

Afghanistan	515.659
Inde	188.328
Népal	925.873
Sri Lanka	528.001



Il n'y a pas de migrants ou de réfugiés,
seulement des personnes.

Adolfo Nicolás SJ, Père Général des jésuites

© Tamil Nadu (Sara Pettinella/JRS)



© Être à l'écoute : le programme pour les réfugiés urbains à Nairobi. (Angela Hellmuth/JRS)

Construire des relations

Frido Pflueger SJ, directeur du JRS Afrique de l'Est

Au cours des visites aux projets de la région, je rencontre souvent des réfugiés qui demandent un support économique. En général, je dois répondre que ce n'est pas possible, mais nous parlons de leurs problèmes et ils ne semblent jamais déçus. « Père, vous n'avez pas pu résoudre mon problème mais vous avez passé du temps avec moi. Merci de m'avoir écouté. » Une réfugiée somalienne a dit au personnel du JRS que dans notre bureau, on l'appelait par son nom ; elle se sentait ainsi accueillie et acceptée. Ailleurs, elle avait toujours été traitée comme un simple numéro. Une autre femme, congolaise, a dit à l'un de nos assistants pastoraux : « Dans la plupart des bureaux, les personnes regardent leur ordinateur quand elles me parlent, vous en revanche vous me regardez. »

Notre travail consiste souvent à développer des relations avec les personnes. Cela reflète l'idée de notre fondateur, Pedro Arrupe SJ, qui insistait sur le fait que le JRS devait *être avec* plutôt que de *faire pour*. Une fois que l'on a fait tout son possible pour fournir une assistance matérielle, c'est la relation personnelle qui fait une différence et qui encourage les personnes qui travaillent avec nous à poursuivre leur engagement envers ceux que nous servons. C'est là que nous trouvons le sens de notre travail.

Cadre général

	Éthiopie	Kenya	Ouganda	Soudan
Aide d'urgence	2.995	3.347	5.265	
Centres communautaires	969			
Construction de la paix			5.978	6.855
Éducation		259	961	59.636
Pastorale				5.146
Services sociaux		8.755	3.436	

Les plus grands projets du JRS Afrique de l'Est se trouvent dans le [sud du Soudan](#) et aident les personnes rapatriées et déplacées de force à reconstruire leur pays après plus de deux décennies de guerre civile. Grâce à l'aide d'un volontaire brésilien qui est architecte, le programme de reconstruction des écoles a bien progressé en 2009, avec la réalisation de 33 salles de classe, 25 blocs sanitaires, un laboratoire de science, un dortoir pour filles et deux bureaux.

Dans le nord du [Soudan](#), le JRS a travaillé en étroite collaboration avec les groupes communautaires et les associations de parents et enseignants pour fournir un support aux écoles maternelles et primaires de Mellit, dans le Darfour, ainsi que des cours d'alphabétisation pour adultes et sur les aptitudes à la vie quotidienne pour les femmes.

Dans le district de Kitgum, dans le nord de l'[Ouganda](#), le JRS a accompagné les personnes qui avaient quitté les camps pour déplacés internes pour retourner dans leurs villages d'origine. Les activités ont compris l'assistance aux communautés, un support psychosocial, l'alphabétisation des adultes, la construction de la paix et des formations sur les techniques modernes d'agriculture. À Kampala, le JRS a continué à offrir un support d'urgence aux demandeurs d'asile nouvellement arrivés, pour la plupart congolais, ainsi que des cours d'anglais pour favoriser l'intégration.

Le projet de Nairobi du JRS au [Kenya](#) est venu en aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés vulnérables nouvellement arrivés, tandis que le magasin d'artisanat Mikono a permis à 70 artistes de vendre leur œuvres. Dans le camp de Kakuma, dans le nord-ouest du Kenya, le JRS fournit depuis de nombreuses années divers services parmi lesquels le « Safe Haven » (Refuge sûr) pour les victimes de violences basées sur le genre et des activités de soutien scolaire pour les enfants avec besoins particuliers. Le 17 décembre 2009, le Père Général des jésuites, Adolfo Nicolás SJ, a fait une visite au camp de Kakuma pour rencontrer l'équipe du JRS et les réfugiés.

À Addis-Abeba, les demandeurs d'asile ont reçu à leur arrivée une assistance d'urgence du JRS [Éthiopie](#). Le centre communautaire a été un point de rencontre pour les réfugiés urbains, un lieu où se retrouver pour être ensemble, faire de la musique et du sport, suivre des cours d'anglais et d'informatique, et pour utiliser la bibliothèque et l'internet café.

Kenya

Quelqu'un qui s'intéresse vraiment à moi

Nadifa, âgée de 22 ans, a trouvé au JRS quelqu'un qui a écouté son histoire :

J'ai quitté la Somalie non pas à cause de la guerre mais pour des raisons personnelles. Nous vivions dans notre maison à Mogadiscio. Mon oncle, un docteur, m'avait enseigné l'anglais. Un jour, un homme auquel mon père devait de l'argent est venu, il a tué mon oncle et m'a emmenée de force, m'enfermant ensuite dans une pièce sombre. Quelquefois il me violait ou écrasait ses cigarettes sur mon bras. Après quelque temps, j'ai commencé à penser que c'était peut-être mon destin de vivre comme ça. J'ai perdu espoir. Une fois j'ai essayé de m'échapper mais il m'a trouvée et m'a brûlée sur la moitié du corps. Je n'ai reçu de soins qu'au bout d'une semaine. C'était tellement douloureux que j'ai crié et pleuré jusqu'à ce que je n'aie plus de voix et que mes larmes se tarissent.

J'ai eu deux garçons et une fille aussi qui était avec ma mère. Après deux années de captivité, j'ai réussi à fuir avec l'aide des voisins ; je n'avais rien quand j'ai quitté la maison. Une voiture nous a fait monter en pleine nuit et nous nous sommes dirigés vers la frontière kenyane. Je suis arrivée à Nairobi en septembre 2009. De nouveau enceinte, je dormais dans la rue et je n'avais que de l'eau pour nourrir mes deux petits garçons, ne pouvant pas me permettre d'acheter du lait. Une femme somalienne m'a trouvée et m'a invitée à rester avec elle. Elle m'a donné de la nourriture et des vêtements, et elle partage encore sa maison avec moi et mes enfants. Elle m'a fait connaître d'autres personnes qui allaient au bureau du HCR, et j'ai lu quelque chose à propos du JRS dans une publication. Quand je suis allée au bureau du JRS, j'ai pensé que peut-être personne ne m'écouterait. Une employée du JRS m'a prise à l'écart et m'a demandé de parler de ma situation. Je ne savais par où commencer ; j'étais épuisée et affamée. « Comment puis-je t'aider ? », m'a-t-elle demandé après m'avoir écoutée ; elle m'a donné du pain et de l'argent et m'a promis qu'elle m'appellerait. Nous avons parlé plusieurs fois par la suite et j'ai réalisé qu'elle s'intéressait vraiment à moi. Tellement de personnes m'ont menti ou ont été désagréables avec moi, mais elle, elle a été comme une mère pour moi. J'étais tellement heureuse quand elle a fait en sorte que je bénéficie d'une assistance alimentaire régulière ; avoir de quoi manger est la chose la plus importante, surtout quand on a des enfants.

Je suis heureuse ici et j'essaie de ne pas penser au passé. Quand les mauvais souvenirs affleurent, je respire profondément et je me rappelle que Dieu est avec moi.



Des maisons de réfugiés urbains à Nairobi, (Angela Muth/JRS)

Éthiopie

Je suis arrivé sans rien...

Charles raconte son expérience de vie en ville :

En 2005, j'ai fui la RDC avec ma femme et mes trois enfants à cause de la guerre civile. Cela nous a pris des semaines avant d'arriver à la frontière éthiopienne, après avoir traversé l'Ouganda et le Kenya. Quand nous sommes arrivés à Addis-Abeba, nous étions faibles et nos vêtements étaient en lambeaux. Nous avons présenté une demande d'asile. Les premiers jours, nous avons vécu dans la rue, dormant sous les porches des hôtels et mangeant les restes. Un jeune Éthiopien nous a accompagnés au poste de police et a expliqué notre situation. Après nous avoir interrogés pendant des heures, les fonctionnaires de police nous ont indiqué le JRS en nous disant que nous y trouverions de l'aide. Au bureau du JRS, un homme nous a accueillis et nous a donné des conseils sur la vie à Addis-Abeba, nous expliquant où nous pouvions trouver différents types d'assistance, comment louer un logement et comment utiliser au mieux l'argent qui nous avait été donné comme première aide d'urgence. Le jour même, nous avons loué une pièce près du centre communautaire géré par le JRS. Peu de temps après, le gouvernement nous a accordé le statut de réfugiés urbains, ce qui nous a permis de nous adresser au HCR et de recevoir une assistance.

Au centre communautaire, nous avons rencontré des réfugiés de la RDC, du Soudan, de Somalie, de Djibouti et du Burundi, et cela a été réconfortant d'entendre des personnes parler notre langue après tant de temps. J'ai apprécié le fait que des personnes de différentes cultures se retrouvent pour parler, faire du sport, apprendre une langue, chanter ou faire de la musique ensemble. Nous partagions tous la douleur d'avoir été déplacés de force. Je suis entré dans un groupe qui faisait de la musique dans ma langue. Cela a eu un effet thérapeutique et m'a motivé à apprendre à jouer de la guitare. C'est le premier cours que j'ai suivi au centre ; puis je me suis inscrit à des cours d'informatique et d'anglais, obtenant un certificat. L'étape suivante a été la participation à un programme de formation professionnelle, où j'ai choisi le thème de la vidéographie. Après avoir obtenu mon diplôme, j'ai commencé une petite activité économique avec mon vieil appareil photo, et le JRS m'a permis d'installer une petite exposition de mon travail au centre.

Maintenant, les choses vont mieux. Nous passons souvent au centre communautaire et nos enfants sont très heureux là-bas, avec leurs amis de différents pays. C'est vraiment un lieu de changement ; je suis arrivé sans rien et maintenant je suis en mesure de travailler et de faire vivre ma famille. Pour moi, le centre est la preuve que les personnes peuvent se soutenir les unes les autres et que la peine peut être atténuée à travers l'accompagnement et le service.

© Le centre communautaire d'Addis-Abeba. (JRS International)





📷 Le camp de Byumba, au Rwanda. (JRS International)

Ils méritent que nous fassions de notre mieux

Tony Calleja SJ, directeur du JRS Grands Lacs

Il ne faut jamais oublier que la vie des réfugiés est vraiment brutale. Toutefois, face à leurs souffrances, nous refusons de croire au malheur inéluctable. Nous voulons répondre à la puissante espérance qui gît au fond des cœurs des réfugiés. Ils sont des milliers à nous apprendre comment faire face à l'adversité quotidienne. Alors, inspirés par notre foi, nous sommes poussés dans nos actions à réaffirmer la vie, d'autant plus quand elle est menacée.

Notre point de départ est toujours la situation des réfugiés qui sont victimes de tant de violence. La précarité et la fragilité de leur situation définit notre mission. Le JRS veut les accompagner jusqu'à ce qu'ils aient récupéré une vie plus digne et plus humaine. Dans un monde qui les rejette facilement et qui voudrait les oublier, nous sommes engagés à rechercher avec eux la justice et la défense de leurs droits pour faire face aux abus et à la destruction du tissu de leurs vies.

Nous croyons fermement qu'un jour ils pourront se transformer en agents de réconciliation pour leurs peuples. Les réfugiés ont besoin de gens qui sont porteurs d'espérance. Ils méritent nos efforts les plus dévoués.

Cadre général

	Burundi	RDC	Rwanda
Aide d'urgence		82 (familles)	
Assistance médicale		76*	
Éducation	1.387	21.699	12.092
Jeunes/culture		8.214	10.842
Réintégration (ex-enfants soldats)		87	
Refuge	600		
Sécurité alimentaire	61.285		
Soutien (réfugiés vulnérables)		2.386	526

* Personnel médical formé

Au **Burundi**, le JRS a soutenu les personnes de retour dans l'est grâce à la consolidation et l'expansion d'un système pour la sécurité alimentaire, l'assistance pour les élèves de l'école secondaire et la construction de maisons pour les personnes vulnérables.

En **RDC**, le JRS a clos des projets et en a initiés d'autres en 2009. Dans le Nord-Kivu, des activités éducatives, pour la reconstruction d'écoles et pour le support des personnes vulnérables ont augmenté à Rutshuru et ont été lancées à Masisi, tandis que les projets dans les camps pour déplacés internes autour de Goma ont pris fin quand les camps ont été fermés en septembre. Un projet de reconstruction et de formation pour enseignants à Kisangani a été achevé et un projet sur la santé à Wanie Rukula a été transféré au diocèse. À Uvira, l'équipe d'un projet pour ex-enfants soldats a formé une association pour assumer la responsabilité du projet après le départ du JRS.

Au **Rwanda**, le JRS a continué à fournir une éducation de qualité ainsi que d'autres services aux réfugiés congolais dans les camps de Kiziba et de Gihembe, un engagement qui dure depuis plusieurs années.



© Le camp de Kiziba, au Rwanda. (JRS International)

RDC

Un rayon d'espoir ?

Angélique Chayeka a consacré sa vie professionnelle à l'éducation. Née à Rutshuru, elle a fréquenté l'université à Kinshasa et a ensuite travaillé dans le Nord-Kivu. Elle raconte son expérience de directrice du projet d'éducation informelle du JRS dans les camps pour déplacés internes de Goma :

Le projet, mis en place dans quatre camps, consistait à apprendre un métier à des adolescents âgés de 12 à 18 ans : coiffure, couture, réparation de vélos, boulangerie-pâtisserie et autre. Nous offrions quatre mois de formation, une période de stage et un kit pour démarrer une petite activité. Environ 1.000 jeunes en ont bénéficié.

En juillet, nous avions déjà appris que les camps allaient être fermés et un lent exode a donc commencé. Les familles dont les enfants bénéficiaient du projet du JRS les ont laissés pour qu'ils continuent leur formation. Le JRS a dû sensibiliser les personnes pour éviter que les jeunes restent seuls dans les camps, sans rien à manger ou n'ayant nulle part où dormir. L'ambiance a beaucoup changé car les personnes avaient manifestement la tête ailleurs ; elles nourrissaient peut-être le maigre espoir d'initier une nouvelle vie mais, en même temps, elles étaient inquiètes à l'idée qu'un nouveau conflit puisse éclater. La date limite de la fermeture des camps était le 15 septembre. J'ai eu l'impression que le processus n'a pas été bien géré : les routes étaient pleines de personnes qui rentraient chez elles à pied, pour un voyage qui devait durer des journées entières sous le soleil et sous la pluie, transportant le peu de choses qu'elles avaient. Comme les autorités ont utilisé la stratégie de diminuer les rations de nourriture, les personnes n'ont pas eu d'autres solutions que de partir. À chaque fois, la distribution de nourriture diminuait et la vie était devenue vraiment difficile, et le sentiment de beaucoup de déplacés était que s'il fallait mourir, mieux valait rentrer et mourir chez soi. En travaillant avec le JRS, j'ai pu vraiment comprendre la situation difficile des déplacés ; j'ai connu des familles qui étaient en déplacement constant depuis 1993. Il y avait tellement de souffrance et les personnes étaient tellement fatiguées que certaines avaient des visages sans vie, comme des esprits. Les personnes déplacées ont certainement envie de stabilité après avoir passé des années dans des conditions très pénibles, et peut-être que la clôture des camps et le retour chez elles leur ont donné un rayon d'espoir pour un nouveau début.



© Apprentissage d'un métier dans les camps pour déplacés internes à Goma. (JRS International)

Rwanda

Une présence de longue date

Gashema Ruviri de Masisi en RDC, âgé de 49 ans, a été déplacé à cause du conflit ethnique. Il a quitté son pays pour arriver au Rwanda, afin d'échapper aux persécutions de la part des milices hutu qui avaient fait le chemin inverse, du Rwanda au Kivu :

J'ai quitté mon domicile le 10 Avril 1993 à 10 heures à cause des conflits ethniques entre les Bahundes et les Congolais d'origine rwandaise. Nous avons été chassés après que nos maisons aient été incendiées et que nos troupeaux et nos biens aient été pillés par les Bahundes. Beaucoup de personnes ont été tuées. La situation était catastrophique.

À la suite du génocide rwandais en 1994, beaucoup de Hutus ont fui le Rwanda pour la RDC. Après avoir traversé la frontière, certains ont commencé à provoquer des désordres en RDC aussi, et nous avons donc fui vers le Rwanda. J'ai traversé la frontière congolaise en 1997 après m'être caché pendant longtemps dans les zones frontalières. Nous avons reçu un accueil chaleureux de la part du HCR et du Rwanda, notre pays d'accueil, et nous avons été transférés à Mudende. Au départ, nous avons fait face à de nombreux défis et la vie était dure pour nous qui venions d'arriver dans un pays différent du nôtre. Le HCR pourvoyait à nos besoins de base, nous donnant de la nourriture et de l'eau, toujours insuffisantes à cause de l'immense quantité de personnes à aider. Deux mois plus tard, nous avons été menacés par la milice Interhamwe (Hutu) qui a massacré beaucoup de gens à Mudende. Cela nous a poussés à aller vers l'intérieur du Rwanda, où nous pouvions nous sentir plus en sécurité. Le 22 Décembre 1997, je suis arrivé ici à Byumba, où j'exerce le métier d'enseignant à l'école primaire au camp de Gihembe.

Le JRS a commencé son service aux réfugiés congolais en 1996 dans le camp de Kiziba et en 1998 dans le camp de Gihembe, pour nous aider en matière d'éducation maternelle, primaire et secondaire. La présence du JRS a été une source de réconfort dans ma vie. Deux de mes cinq fils ont obtenu une bourse d'études et j'ai reçu de l'aide pour achever mes études secondaires jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Durant tous ces années de service, le JRS a fait beaucoup d'efforts pour dépasser les difficultés rencontrées et a offert son aide dans plusieurs secteurs : culture, sport, service pour les personnes vulnérables, centres pour les jeunes, cours d'informatique. J'espère que le JRS nous accompagnera jusqu'à ce que nous puissions retourner dans notre chère patrie.



© Le camp de Kiziba, au Rwanda, où le JRS s'occupe de l'éducation et fournit d'autres services depuis plusieurs années. (JRS International)



📷 Chercher refuge en Afrique du Sud. (JRS International)

Aider les réfugiés à s'en sortir par leurs propres moyens

Joanne Whitaker RSM, directrice du JRS Afrique Australe

Peter, un menuisier, est arrivé à l'heure ; je lui ai demandé de venir au bureau régional à Johannesburg pour réparer quelques meubles et construire des étagères. Il s'est tout de suite mis au travail, calculant le bois qu'il devait acheter et contrôlant les bureaux qui étaient à réparer. Au moment de partir, il m'a dit qu'il allait demander trois devis pour le matériel nécessaire. Je lui ai dit que j'étais impressionné par son professionnalisme. Il m'a répondu avec fierté qu'il avait enseigné la menuiserie dans une école professionnelle au Zimbabwe pendant de nombreuses années, mais qu'il n'avait pas pu continuer parce qu'il n'était pas payé et qu'il devait faire vivre sa famille. Je lui ai offert quelque chose à boire et à manger, et pendant qu'il mangeait, il a lu un livre de notre petite bibliothèque. Quand il s'est levé pour partir, je lui ai dit qu'il pouvait garder le livre mais il m'a répondu : « Non, merci, il serait volé là où je vis. » La vie des réfugiés urbains est précaire et les paroles de Peter illustrent bien cette vulnérabilité. Le projet du JRS pour les réfugiés urbains en Afrique du Sud aide des femmes et des hommes comme Peter à devenir autosuffisants, à trouver un endroit décent où vivre et à envoyer leurs enfants à l'école, afin que les réfugiés puissent s'en sortir par leurs propres moyens en Afrique du Sud.

Cadre général

	Afrique du Sud	Angola	Malawi	RDC	Zambie	Zimbabwe
Advocacy	14.789	7.868				15
Aide d'urgence	3.130					1.535
Assistance médicale	1.719					23
Autosubsistance	1.810					859
Construction			270	3.880		
Culture/social					4.500	50
Éducation	2.971		6.587	94		3.669
Mineurs non accompagnés	223					
Pastorale					3.000	
Support psychosocial			651			

Le JRS en **Angola** a œuvré dans cinq provinces, en fournissant une protection et une assistance juridique aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi qu'une formation aux fonctionnaires publics. Une attention particulière a été portée à la sensibilisation au thème de la violence (sexuelle et basée sur le genre) et un support a été offert aux victimes.

En septembre, le JRS a commencé un projet de construction et de restauration d'écoles à Moba, dans la province du Katenga en **RDC**. Moba compte beaucoup de personnes déplacées et de personnes de retour des camps de réfugiés en Zambie.

Le JRS **Malawi** a continué à s'occuper d'éducation dans le camp de Dzaleka ; l'école primaire et l'école secondaire ont toutes deux obtenu d'excellents résultats aux examens, et les cours d'alphabétisation pour adultes ont augmenté. Le programme de soutien psychosocial s'est développé avec l'arrivée de 20 volontaires formés pour être conseillers communautaires.

Le JRS **Afrique du Sud** a œuvré dans deux provinces, en fournissant divers services aux réfugiés urbains dans la province du Gauteng et en offrant une assistance d'urgence, des informations et des conseils aux Zimbabwéens qui arrivaient dans la province du Limpopo.

Étant donné que la plupart des réfugiés du camp de Mwange, en **Zambie**, sont retournés au Congo, le JRS a arrêté ses projets en Zambie à la fin du mois de juillet. Le diocèse local a assumé la responsabilité de l'accompagnement pastoral des réfugiés restés dans le camp.

Le JRS **Zimbabwe** a fourni une assistance aux réfugiés du camp de Tongogaro et du centre de transit de Harare ainsi que de la nourriture, des graines et l'accès à l'instruction aux enfants vulnérables dans les environs de Checheche et aux personnes déplacées dans les environs de Chishawasha.

Afrique du Sud

Le JRS a eu confiance en moi

Les demandeurs d'asile et les réfugiés ont beaucoup de mal à reconstruire leur vie en Afrique du Sud, à cause des difficultés à obtenir les documents et les services et à parvenir à l'autosuffisance, et à cause de la constante persécution liée à la xénophobie. Malgré tout, Celio se sent chez lui :

Je vis en Afrique du Sud depuis 2004. Ce n'est pas mon pays d'origine mais c'est un endroit où je me sens chez moi maintenant, grâce au support du JRS. Je suis arrivé ici après avoir fui mon pays, la RDC, où je risquais ma vie.

Mon père travaillait au ministère des télécommunications dans le gouvernement de Kabila. Quand le gouvernement a changé, beaucoup de personnes ont perdu leur travail et seulement quelques-unes, dont mon père, ont été réintégrées par la nouvelle administration. Quelques mois plus tard, mon père a été arrêté, accusé par le nouveau gouvernement de ne pas avoir révélé les informations qu'il cherchait. J'ai commencé à recevoir la visite d'inconnus qui, je crois, travaillaient pour le gouvernement ; comme j'étais le fils aîné, ils pensaient que j'avais des informations, mais j'ignorais tout de ce qu'ils voulaient savoir. Après cinq longs mois, heureusement, mon père a été relâché, mais peu de temps après il a été tué et son corps a été trouvé dans une rivière. Alors ma famille m'a poussé à partir dans un autre village, mais j'ai très vite compris que je devais quitter le pays. Après des jours de voyage en camion, je suis arrivé en Angola où je suis resté quelques mois avant de continuer vers la Namibie et finalement vers l'Afrique du Sud. Imaginez arriver dans un nouveau pays sans connaître personne... Un bon samaritain m'a indiqué Yeoville où j'ai rencontré des compatriotes et je me suis senti un peu chez moi. Aller régulièrement à l'église m'a aidé à garder espoir ; et c'est à l'église que j'ai entendu parler du JRS, et après une première entrevue avec un assistant social, j'ai reçu l'aide dont j'avais bien besoin.

Le JRS m'a aidé à comprendre que j'avais la capacité et les connaissances pour améliorer ma situation. Je ne vivais plus au jour le jour mais pour quelque chose de plus important. Josephine, la responsable des activités de soutien, m'a dit : « Celio, ton talent de couturier est un atout ; les seules choses dont tu as besoin sont de l'argent pour démarrer et la motivation. » En 2008, avec l'aide du JRS, j'ai réussi à obtenir un travail comme couturier. Même si le salaire était bas, j'ai économisé le plus possible pour pouvoir acheter une machine à coudre. J'avais maintenant mon activité ! Le JRS a eu confiance en moi et cela m'a poussé à penser à de nouvelles possibilités. Mais par la suite, presque tous mes biens ont été volés lors des attaques xénophobes de mai 2008 en Afrique du Sud. J'étais à nouveau dans la misère. J'ai emmené le peu qui me restait dans la « ville sûre » créée par le gouvernement. Je me demandais : « Et maintenant ? Qu'est-ce que je peux faire ? Où est-ce que je peux aller ? Qu'est-ce que je vais devenir ? » La première chose que j'ai faite, c'est retourner au JRS. Une fois encore, j'ai reçu de l'aide et maintenant j'ai de nouveau une activité, et j'espère pouvoir un jour employer et former d'autres réfugiés.



© Un Zimbabween arrivé depuis peu en Afrique du Sud dort par terre dans un parc de la province du Limpopo. (JRS International)

Malawi

Une nouvelle perspective

Neema, du Burundi, vit dans le camp de Dzaleka au Malawi. Elle participe au programme de soutien psychosocial du JRS depuis 2008 et affirme que son travail est pour elle une source de joie et de fierté :

Je suis heureuse. Avant, je pensais tout le temps au passé et j'étais préoccupée par le futur, mais maintenant je suis occupée, je travaille. Je me sens libre. Pourquoi ? Je suis une conseillère communautaire. Je suis capable d'aider les personnes et je sais que les autres dans le camp me respectent parce que je travaille pour le JRS. Le JRS signifie beaucoup pour les personnes ici, et c'est important pour moi. Je me sens bien grâce à ce que je fais. Mon désir d'aider les autres vient d'une expérience précédente que j'ai vécue quand j'étais dans un camp de réfugiés en Tanzanie. Je travaillais comme conseillère pour mes pairs et j'aidais les femmes à parler des expériences traumatisantes qu'elles avaient vécues. Je sentais que je leur apportais quelque chose, même si c'était peu. Quand j'ai quitté la Tanzanie pour le Malawi, je ne pensais pas que j'allais avoir à nouveau l'opportunité d'offrir mon aide, mais en 2008, la possibilité de me former comme conseillère communautaire avec le JRS s'est présentée. J'étais tellement heureuse quand j'ai été sélectionnée pour la formation de 12 semaines ! J'ai appris beaucoup de choses et j'ai aimé travailler avec les autres bénévoles. À la fin, nous avons tous été accueillis dans l'équipe du JRS en tant que premiers conseillers communautaires à Dzaleka. Être conseillère communautaire est plus qu'un simple travail, cela m'a donné une nouvelle perspective pour ma propre vie. En tant que réfugiés, nous avons tous des problèmes, et c'est facile d'être en colère contre sa propre vie. Mais le fait de travailler avec les personnes, de les aider à trouver des solutions à leurs problèmes et à atteindre leurs objectifs, fait naître la compassion pour les autres et pour soi-même. Grâce à mon travail avec le JRS, un nouveau sentiment d'espoir, de volonté et de paix est né en moi.



© Angola : le JRS offre une assistance juridique gratuite aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Cet homme, comme d'autres réfugiés congolais à Melanje, a passé des années sans assistance et sans que son statut soit reconnu. Maintenant, beaucoup ont obtenu le statut de réfugié et devraient devenir citoyens angolais. (JRS International)



© Une leçon à l'école pour déplacés internes Habile 1 à KouKou, dans l'est du Tchad. L'enseignant, Yasine Souleymane, a suivi une formation de deux ans avec le JRS. (Don Doll SJ/JRS)

Dépasser les difficultés

Kapitula Nzanu SJ, directeur du JRS Afrique de l'Ouest

En 2010, plusieurs pays africains vont célébrer leurs 50 ans d'indépendance - une nouvelle étape dans l'histoire de l'Afrique. En dépit des bouleversements, des épreuves, des échecs ou des reculs, nous sommes conviés à continuer le chemin au delà de ces défis. Sur la base de réalisme, de liberté et de solidarité, nous devons pouvoir lire les signes d'espoir et les interpellations inscrits au cœur de l'histoire de notre Afrique. Les témoignages de ceux et celles que nous servons au JRS Afrique de l'Ouest sont comme un refrain d'évocation, d'invocation et d'invitation à plus de justice, de paix et de réconciliation. Nous voulons accompagner, servir et défendre ces aspirations en nous focalisant sur l'éducation des enfants, la formation des maîtres et la réhabilitation des infrastructures au bénéfice des réfugiés, déplacés, sinistrés et autres personnes vulnérables.

Notre pari est que ce jubilé d'or 2010 sera un nouveau point de départ vers la consolidation laborieuse d'un avenir de fierté et de dignité pour l'Afrique.

Cadre général

	Côte d'Ivoire	République centrafricaine	Tchad
Aide d'urgence		40.643*	
Éducation	1.990	18.970	54.000
Enfants soldats			230
Pastorale, Services sociaux		56.279**	

* Une grande partie de cette aide consiste dans la distribution alimentaire.

** Cette estimation prend en compte les milliers de personnes qui participent aux activités liturgiques et interreligieuses.

En septembre, plus de 30.000 familles se sont retrouvées sans maison à la suite des inondations à Ouagadougou, au [Burkina Faso](#). Le JRS est venu en aide aux familles dans deux quartiers, en fournissant du matériel scolaire aux enfants et en payant les frais de scolarité.

L'est du [Tchad](#) a été caractérisé par le conflit interne, les tensions avec le Soudan, les violences interethniques et l'augmentation de la criminalité. En septembre, on comptait 168.000 Tchadiens déplacés internes dans la région, qui accueille déjà 12 camps pour quelque 250.000 réfugiés soudanais. Le JRS a continué à fournir des services réguliers pour l'éducation aux déplacés internes et aux réfugiés et a soutenu la réintégration des ex-enfants soldats.

En [Côte d'Ivoire](#), deux nouvelles initiatives ont été lancées en 2009 dans le cadre du projet qui a pour mission d'améliorer les écoles primaires dans les zones rurales du nord. L'une était focalisée sur l'assistance médicale - les élèves et les enseignants ont été vaccinés contre les maladies endémiques après une augmentation des cas de fièvre jaune - tandis que l'autre visait à faire comprendre aux parents l'importance de faire enregistrer officiellement leurs enfants.

Le JRS a rapidement étendu ses services à la [République centrafricaine](#), où il a commencé à œuvrer vers la fin de l'année 2008. Des activités pastorales et d'éducation à la paix, l'éducation et des services sociaux ont été fournis dans deux provinces, l'Ouham et la Haute-Kotto, où des milliers de personnes ont été déplacées par le conflit interne. En novembre, le JRS a commencé à offrir un support à l'éducation et une aide d'urgence dans un camp pour réfugiés congolais à Zemio et, à la fin de l'année, à assister les nouveaux arrivés de la RDC à Mongoumba.



© Guéréda, au Tchad, où le JRS gère un projet pour la réintégration des ex-enfants soldats. (JRS International)

République centrafricaine

Les choses ont changé

À Markounda, dans la province de l'Ouham, l'approche communautaire du JRS vise à renforcer les institutions locales afin que ces dernières puissent venir en aide aux personnes vulnérables, comme Deram Tatiana, qui est âgée de 12 ans.

Je suis née à Bele, un village à 30 km de Markounda. La Garde Présidentielle a brûlé notre village.* Ma mère s'est retrouvée sans maison et elle est morte quelques mois plus tard, et on m'a dit que mon père s'était rallié aux rebelles et qu'il avait été tué. Moi, je me suis enfuie de Bele vers Markounda avec trois autres enfants, eux aussi orphelins. À Markounda, nous nous sommes joints à des enfants qui vivaient dans la rue et nous avons construit une petite cabane en paille. Quand il pleuvait nous étions mouillés, quand nous étions malades nous n'avions pas de médicaments. Parfois nous passions des jours sans manger. C'était très difficile de trouver du savon et des vêtements ; je n'avais pas de chaussures. Un jour, nous avons décidé de nous rendre chez les sœurs catholiques (de St Joseph de Turin) pour pouvoir fréquenter leur école. Quand elles nous ont demandé l'argent pour l'inscription, j'ai répondu que j'étais orpheline. Elles m'ont proposé de faire des petits travaux dans la paroisse pour couvrir les frais et j'ai commencé à aller à l'école en 2007. En janvier 2009, la directrice m'a dit que je ne devais plus travailler dans la paroisse ; j'étais triste parce que je pensais que je n'allais plus pouvoir aller à l'école, puis j'ai appris que le JRS allait s'occuper de moi et de mes amis, qu'il allait payer nos frais de scolarité et s'occuper de notre santé.

Les sœurs m'ont aussi dit que le JRS allait aider à construire une maison pour nous, mais avant ils allaient essayer de retrouver des parents prêts à s'occuper de nous. Des proches de quatre enfants ont été trouvés et ils ont pu retourner dans leurs familles ; deux autres filles et moi-même sommes restées car ils n'avaient trouvé personne. Le JRS a apporté du matériel de construction et les sœurs ont fourni les briques pour la maison dans laquelle nous vivons maintenant. Il a donné de l'argent aux sœurs pour acheter des ustensiles de cuisine, des vêtements, des chaussures, des couvertures, des uniformes et des fournitures scolaires. Et de la nourriture : nous mangeons tous les jours maintenant. La vie a beaucoup changé. Le JRS et les sœurs viennent nous rendre visite et nous prions ensemble. Depuis que j'ai arrêté de travailler pour payer mes frais de scolarité, j'ai amélioré mon niveau scolaire et je suis parmi les meilleurs de la classe. Quand je serai grande, je veux devenir infirmière.

* La Garde Présidentielle a provoqué le déplacement de milliers de personnes dans le nord de la République centrafricaine, à cause de son impitoyable politique de la terre brûlée pour réussir à anéantir les rebelles.



© Un village à Markounda, où les maisons ont été détruites par la Garde Présidentielle. (JRS International)

Côte d'Ivoire L'œuvre de Dieu

La guerre récente, la paix fragile et la mauvaise gestion ont gravement affecté le système éducatif de la Côte d'Ivoire, en particulier dans le nord. Le JRS gère deux projets dans la zone de Madinani, dans le nord, permettant aux écoles locales d'accueillir les personnes de retour. Dix écoles ont été reconstruites et les enseignants ont bénéficié de formations. Le discours prononcé par un ancien leader local à l'occasion de la visite du directeur international du JRS, Peter Balleis SJ, révèle combien ce support est important :

Nous manquons de mots pour manifester notre joie et toute notre reconnaissance à la grandeur de l'acte posé par le JRS. L'école à Kokoun, vieille d'une cinquantaine d'années, n'avait jamais été rénovée depuis sa construction. Elle était dans un état de délabrement très avancé, si avancé que nous cadres du village étions très écœurés de la voir dans pareil état chaque fois que nous venions au village. La guerre est venue empirer les choses. Un certain nombre d'enfants ont dû quitter le village pour être en sécurité. Ainsi, nous avons rencontré d'énormes difficultés quand nous avons essayé de faire quelque chose pour ne pas que l'école « meurt » à jamais. Malheureusement, nous ne sommes pas parvenus à trouver les moyens nécessaires pour réhabiliter notre école. Aujourd'hui, nous disons que c'est Dieu, qui dans sa miséricorde, a guidé le JRS dans notre village, dans une zone oubliée par l'État et où les ONG n'osaient pas s'y aventurer. Nous sommes très fiers de voir un si joli édifice maintenant. Nous sommes pour la plupart musulmans mais nous sommes convaincus que l'œuvre que vous accomplissez est l'œuvre de Dieu. Vos actions ont favorisé le rapprochement de Kokoun et Mahandiana-Koura ; deux villages qui ont enterré leur différences car mus par un même intérêt : la réhabilitation physique et fonctionnelle de leurs écoles primaires par le JRS.



À la cérémonie, un mouton, quatre poules et une grande quantité d'ignames ont été offerts comme signe de gratitude au directeur du JRS International, Peter Balleis SJ. (JRS International)

Deux leaders locaux sont assis sur un banc d'école offert par le JRS pour symboliser les bancs d'une nouvelle école pour le village de Kokoun. Le discours de remerciement a été prononcé par le leader sur la gauche. (JRS International)





📷 Un bateau chargé de migrants sans papiers accoste à Malte. (Times of Malta)

Comblers le fossé

Michael Schöpf SJ, directeur du JRS Europe

L'expérience humaine et la politique se sont encore davantage éloignées. L'Agence européenne aux frontières extérieures a présenté un plan stratégique qui propose pour l'année 2010, par rapport à l'année 2009, une augmentation de 78 % du budget pour les opérations de rapatriement et « d'assistance pré-rapatriement ». Des pays qui ne garantissent pas le respect des droits fondamentaux, comme la Libye, sont inclus dans ce processus. Et les leaders politiques italiens se sont félicités d'avoir renvoyé des centaines de personnes vers la Libye, sans avoir examiné leurs demandes de protection, après les avoir trouvées au large des côtes italiennes. En 1980, l'année où le JRS a été fondé, le sort des boat-people vietnamiens avait réussi à émouvoir les politiciens et avait porté à leur réinstallation dans de nombreux pays européens et dans le monde. Aujourd'hui, nous sommes beaucoup mieux informés de la souffrance des personnes à nos frontières et pourtant il est devenu quasiment impossible d'établir une connexion avec l'expérience humaine de ceux qui sont contraints à migrer. Le JRS Europe est présent là où les personnes souffrent dans de nombreux pays et s'efforce de mettre en relation cette expérience avec des services et des politiques qui puissent avoir un effet immédiat sur les personnes déplacées de force. Pour nous, ce travail est un petit pas pour chercher à combler le fossé entre la proclamation et parallèlement la violation des droits fondamentaux des personnes qui ont besoin de protection.

Cadre général

En 2009, le JRS comptait 14 bureaux nationaux à travers l'Europe et des personnes de référence actives dans sept autres pays.

Les équipes du JRS ont œuvré dans les centres de rétention en [Belgique](#), en [Allemagne](#), en [Irlande](#), à [Malte](#), au [Portugal](#), en [Slovénie](#), en [Suède](#), en [Roumanie](#), au [Royaume Uni](#) et dans les [Balkans occidentaux](#), afin d'offrir un support psychosocial et pastoral, une assistance juridique et d'autres services aux demandeurs d'asile et aux migrants irréguliers. Dans la plupart de ces pays, comme en [France](#) et en [Italie](#), une aide a aussi été fournie aux personnes déplacées de force, comprenant de la nourriture, des logements, des services sociaux, une assistance médicale et juridique, des cours de langue et d'informatique et de l'aide pour trouver du travail.

En 2009, le JRS a renforcé sa présence pour accompagner les personnes qui ne peuvent plus atteindre l'Europe. Les projets au [Maroc](#) et en [Ukraine](#) sont devenus complètement opérationnels, avec une crèche et un lieu sûr pour les femmes à Casablanca, et avec un refuge sûr et un service d'assistance juridique à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine.

Les services offerts et les activités d'advocacy ont reflété les principales préoccupations du JRS Europe : l'indigence, la détention et l'externalisation. Le bureau régional a coordonné deux projets, appelés *Detention of Vulnerable Asylum Seekers* (DEVAS - Détention des demandeurs d'asile en situation vulnérable) et *Advocacy Network for Destitute Forced Migrants* (ANDES - Réseau d'advocacy sur l'indigence), et a analysé les nouvelles législations européennes sur l'asile afin de faire pression en faveur de politiques justes.



Le Père Général des jésuites, Adolfo Nicolás SJ, au lancement du rapport 2008 du JRS Irlande à Limerick, alors que Zaccheus McBonnie Marumo et de Bhezuzulu Khumalo lui donnent un maillot du FC Barcelone. Le père Nicolás a fait l'éloge de l'équipe du JRS pour son dévouement dans l'accompagnement et le service et il a aussi exprimé sa préoccupation à propos de la tendance croissante, dans beaucoup de pays européens, à fermer leurs frontières et leurs portes aux personnes cherchant de l'aide. « Il n'y a pas de migrants ou de réfugiés, seulement des personnes », a-t-il dit. « Et les lignes et les frontières sur les cartes ne sont que des lignes, pas des choses réelles. » (Press 22)

Italie

Un passé douloureux

Le JRS Italie a un ample réseau de services pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. En 2009, plus de 15.000 personnes se sont adressées au Centro Astalli à Rome pour demander une assistance sociale ou juridique, et la cuisine du centre a servi quelque 400 repas par jour. Le JRS gère sept centres d'accueil en Italie, dont deux ont été ouverts en 2009 pour mères seules sans ressources et pour mineurs non accompagnés. Nombre de ceux qui reçoivent un soutien ont été gravement traumatisés, comme Ali :

Ali vient de Jaghouri, dans le centre de l'Afghanistan, où il vivait avec ses parents et ses trois frères, dont l'un était son jumeau. Ses parents ont été tués alors qu'il avait 13 ans. À l'époque, Ali ne savait pas pourquoi ; il a compris seulement plus tard que la raison était d'ordre politique. Ali et ses frères ont été accueillis par une famille voisine. Ils sont allés au Pakistan puis en Iran, où ils ont vécu dans la peur constante d'être expulsés. Ali est ainsi parti vers l'Europe tandis que son frère jumeau est retourné en Afghanistan.

Ali, alors âgé de 18 ans, est arrivé en Italie le 6 janvier 2009 et il a été accueilli dans le centre San Saba du JRS à Rome. Quelques mois plus tard, Ali a appris que son frère jumeau avait été tué, un autre choc grave qui s'est ajouté aux traumatismes qu'il avait déjà subis. Il n'avait pas révélé beaucoup de choses lors des entretiens – il était victime d'amnésies – mais les rapports médicaux ont établi qu'il avait été torturé.

Le JRS Centro Astalli a aidé Ali dès son arrivée en Italie. Notre équipe d'assistance juridique l'a aidé à présenter une demande d'asile, l'a accompagné au commissariat et l'a adressé aux services sociaux. Quand il est devenu clair qu'Ali avait besoin d'une assistance psychologique et médicale, notre personnel lui a donné l'aide dont il avait besoin. Les rapports décrivant les tortures physiques et psychologiques qu'il avait subies ont été présentés au HCR et à la Commission Territoriale. Ali a obtenu le statut de réfugié le premier août et il entreprend maintenant le chemin vers l'intégration.



© La Casa di Giorgia, le centre d'accueil pour femmes demandeuses d'asile et réfugiées géré par le JRS, à Rome. (Marcello Ruso)

Belgique

J'ai pu raconter mon histoire

En Belgique, le JRS visite chaque semaine cinq centres de rétention. Plus de 500 personnes ont été accompagnées au cours de l'année 2009. Theo était l'une d'entre elles :

« Tu dois retourner dans ton pays », m'a dit l'assistant social quand je suis arrivé au centre de rétention. Après avoir présenté une demande d'asile et avoir vécu trois ans en Belgique, cette sentence m'a glacé d'effroi. J'ai passé trois mois et demi dans le centre de rétention. Cela a été une période très difficile pour moi, en particulier à cause des horaires stricts auxquels j'étais soumis. J'avais l'impression d'être en prison ; je ne pouvais pas choisir quand manger, quand me réveiller, quand aller dehors ou quand dormir, tout était décidé pour moi. L'expérience la plus

douloureuse a été quand ils m'ont emmené au tribunal avec les menottes. Pourquoi ? Je n'avais rien volé ! Cela m'affligera pour le reste de ma vie. Je me souviens que la nuit avant d'être emmené à mon ambassade afin d'obtenir les documents pour le voyage, je voulais me suicider. À la fin, c'est ma foi en Dieu qui m'a sauvé. C'était absurde de m'emmener devant les autorités du pays que j'avais fui.

Heureusement, des personnes m'ont soutenu. L'aumônier m'a constamment donné espoir, et le JRS aussi. Quand j'ai rencontré Nathalie, du JRS, j'ai pu lui raconter mon histoire ; elle m'a écouté, et cela m'a donné la sensation qu'il était encore possible de communiquer avec quelqu'un normalement. Cela a été un grand soulagement, car tout le monde dans le centre a des problèmes, les personnes sont stressées et anxieuses et ne pensent qu'à une chose : comment regagner leur liberté.

Après m'avoir écouté, Nathalie a examiné mes documents et m'a expliqué ce qui était écrit, en me donnant des informations sur les procédures. J'ai compris que je devais être patient et me calmer. Quand elle a quitté le centre, elle a pris contact avec mon avocat et quelques-uns de mes amis pour les informer. Puis elle est revenue la semaine suivante, et celle d'après, toujours le mercredi, et j'ai commencé à attendre le mercredi avec impatience. Cela me remplissait de joie de penser que quelqu'un avait fait l'effort de venir jusqu'à moi pour me rencontrer. Ma mère me disait : « Quand un ami vient te rendre visite, sache qu'il t'aime déjà avant de frapper à ta porte. »

Le jour où j'ai été relâché, je n'avais nulle part où aller, j'avais perdu beaucoup de choses. Maintenant je dois reconstruire ma vie. J'ai encore peur quand je vois la police, mais j'essaie de ne pas trop penser à ce qui s'est passé car ma vie doit continuer. Mes pensées vont vers tous ceux qui sont encore en détention, je voudrais les réconforter, comme le JRS l'a fait avec moi.



© Theo (à droite) et Nathalie.



© Une famille iraquienne lutte pour survivre à Damas. Le plus jeune fils ne peut pas marcher tandis que le plus âgé ne parle pas. Le père a été séquestré pendant sept mois en Iraq. (JRS International)

Attendre et espérer

Comme la situation en Iraq est restée instable en 2009 (beaucoup d'Iraqiens ont continué à chercher asile dans d'autres pays tout au long de l'année), le retour n'a pas été envisageable pour la plupart des réfugiés irakiens en Syrie et en Jordanie, où ils ont fait face à des situations de plus en plus désespérées pour chercher à survivre dans les milieux urbains. Bien qu'ils soient respectés dans ces deux pays, les réfugiés n'ont pas un statut juridique clair et ils n'ont donc pas pu travailler légalement ; ils ont dû puiser dans leurs économies pour réussir à payer le prix croissant des loyers, de la nourriture et des autres biens de première nécessité. Beaucoup ont vécu dans l'isolement, attendant et espérant une réinstallation, sans cesse inquiets pour leurs enfants souvent privés d'une instruction de qualité et contraints à travailler à cause de la pauvreté.

Cadre général

	Jordanie	Syrie
Activités psychosociales et récréatives	139	219
Aide d'urgence	120 (familles)	367
Assistance juridique		13
Autosubsistance		35
Éducation informelle	260	485
Visites aux familles	380	43

L'année 2009 a été la première année complète d'activité pour les programmes du JRS pour les réfugiés irakiens en [Syrie](#) et en [Jordanie](#). Les activités d'éducation informelle et d'assistance psychosociale au centre communautaire St Vartan à Alep, en [Syrie](#), où vivent 26.000 réfugiés, se sont développées. À Damas, le JRS a collaboré avec d'autres organisations confessionnelles pour visiter et offrir un support aux personnes vulnérables, à domicile, dans les refuges et dans les prisons. À Amman en [Jordanie](#), le JRS a effectué des visites à domicile et a mis en place des activités éducatives, récréatives et pour jeunes enfants dans les écoles d'Ashrafieh.



© Tout le monde est le bienvenu aux cours du JRS au centre St Vartan à Alep, en Syrie. (JRS International)

Jordanie

Un sentiment de communauté

À Amman, le JRS propose des cours d'anglais, de français et d'informatique, ainsi que des activités artistiques, musicales, théâtrales, sportives et d'autres genres. Les réfugiés ont énormément besoin de construire des relations et d'apprendre, et c'est justement l'objectif d'offrir un lieu de rencontre. Voici les témoignages de deux membres de l'équipe du JRS, composée en grande partie de réfugiés irakiens, en plus du personnel local et international :



Le JRS m'a permis d'avoir un impact positif en travaillant directement avec les personnes les plus en difficulté. J'ai rapidement développé un grand respect pour l'organisation et son travail avec les réfugiés, entre autre parce qu'elle n'est pas alourdie par cette bureaucratie qui empêche souvent les personnes d'obtenir le soutien dont elles ont besoin. Le JRS est un foyer pour les Iraquiens en Jordanie, où ils trouvent un sentiment de communauté et la possibilité d'acquérir des compétences que l'on ne trouve pas facilement ailleurs. Il y a un semblant de vie normale, quelque chose que beaucoup de réfugiés n'ont pas connu depuis de nombreuses années et qui est fondamental pour leur bien-être psychologique.

Christopher Michael, professeur d'anglais pour le JRS, est venu en Jordanie grâce à une bourse d'études du *Rotary International Ambassadorial Scholarship* de San Diego.



J'ai fui Bagdad en 2008 à cause du manque de sécurité. Mon frère a été enlevé en 2006 et nous n'avons plus eu de nouvelles de lui. Par la suite, tous mes collègues de travail ont reçu des menaces d'enlèvement et la compagnie où je travaillais a fermé. Ici à Amman, j'ai entendu parler du JRS par un ami d'enfance. Il m'a dit que sa femme y avait fait une demande de travail et que je pourrais essayer moi aussi. J'ai dit oui car je n'avais pas d'emploi. C'est la première fois que je travaille pour une organisation non gouvernementale et c'est un plaisir, il y a une vraie collaboration. J'ai commencé en enseignant l'informatique ; la difficulté principale durant les cours était de trouver un équilibre entre les niveaux de connaissance très différents des élèves. Certains ne savaient même pas ce qu'était une souris ! Je ne voulais pas aller trop vite pour être sûr que tout le monde puisse suivre. Malgré les difficultés, j'étais très heureux d'enseigner parce que je voyais l'envie d'apprendre chez les élèves, ils étaient vraiment enthousiastes, ils me remerciaient et me bénissaient à chaque fois.

Kais est entré dans l'équipe du JRS en février 2009 et en septembre il a été promu responsable administratif, financier et logistique.

Syrie

Créer des moments de joie

Les cours - langues, informatique, leçons pour les examens de l'école secondaire... - offerts par le JRS à St Vartan, à Alep, sont de plus en plus populaires. Mais les personnes viennent aussi pour autre chose. « Le centre du JRS est devenu un lieu de rencontre, où les personnes peuvent surmonter leurs préoccupations et leurs angoisses », explique sœur Hala Daoud, et cela en partie grâce au programme de soutien psychosocial qu'elle gère. À St Vartan, les activités récréatives comme la cuisine, la broderie, le dessin, la fabrication de marionnettes et le sport sont devenues des ressources thérapeutiques pour aider les réfugiés à faire face à leur passé, à tirer le meilleur parti du présent et à se préparer pour le futur.

« Nous n'oublions jamais l'objectif principal, c'est-à-dire écouter, et partager avec les réfugiés les conséquences de la guerre », explique Paul Diab SJ, directeur du JRS Syrie. Julei et Naheda, deux sœurs irakiennes, s'occupaient des activités psychosociales avec sœur Hala avant d'être réinstallées au Canada en septembre 2009. « À Bagdad, nous nous occupions de l'éducation des jeunes dans l'église de notre quartier, et nous avons été heureuses de pouvoir faire ce travail à Alep, où les Irakiens ont tellement besoin de soutien », raconte Julei. « Nous abordions des sujets difficiles, aussi bien en groupe qu'individuellement, aidant les personnes à accepter la réalité de la guerre et du mal, pour surmonter la haine et affronter leurs problèmes. Sœur Hala nous disait toujours : vous devez chercher les personnes qui ont besoin d'une attention individuelle. »



© Julei et Naheda.

Les moments de fêtes sont aussi importants que le processus de guérison. « Nous prenons aussi un temps pour les adieux à ceux qui partent », explique sœur Hala. « Ils ont quitté l'Iraq sans choix, arrachés à leur terre. Cette fois-ci, ils ne sont pas arrachés mais ils partent avec ce qu'ils ont vécu dans le centre ; ils vivent de belles amitiés, c'est pour cela que nous fêtons ensemble leur départ. Ils ne partent pas seuls, nous restons en lien avec eux. » Le père Paul approuve : « L'atmosphère positive de St Vartan a créé des rapports chaleureux entre l'équipe du JRS et les familles qui partagent leurs vies avec nous et ne perdent jamais l'occasion de nous remercier. »



© Sœur Hala plaisante avec des enfants à St Vartan. (JRS International)

© À St Vartan, les enfants expriment leurs espoirs et leurs peurs à travers le dessin :
(en haut) Je suis heureux car j'ai le visa pour partir.

(à droite) J'ai peur de la mort.

(à l'extrême droite) Le pont nous aide à nous aimer les uns les autres.





© Dili, Timor oriental. (Don Doll SJ/JRS)

Incapables d'offrir une protection

Bernard Hyacinth Arputhasamy SJ, directeur du JRS Asie Pacifique

Un vieux proverbe malais dit : « Deux éléphants combattent ; un chevreton meurt au milieu. » Le contraste – l'éléphant (grand) et le chevreton (petit) – est efficace et dépeint l'impuissance des personnes contraintes à fuir et à chercher un refuge, tandis que les « grandes » nations réalisent ou rompent des alliances en fonction des intérêts géopolitiques et économiques, ou prennent des décisions fondées sur des préjugés ethnocentriques. Les « petites » personnes, pleines d'espoir, tournent leurs yeux vers les mécanismes de protection internationaux, mais les règles sophistiquées rédigées dans de confortables salles de conférence n'ont manifestement pas réussi à les protéger. « Vous avez le pouvoir, moi non. Vous pouvez choisir de me protéger ou de me faire mourir », a dit un demandeur d'asile qui à la fin a été expulsé. Les demandeurs d'asile viennent de Birmanie, du Sri Lanka, du Pakistan, d'Iraq, d'Afghanistan, de Chine et de beaucoup d'autres pays. Ils affrontent des voyages dangereux, exploités par des trafiquants d'êtres humains, pour chercher ce que tout le monde désire : de la nourriture, un toit, l'instruction, la santé, la liberté intellectuelle et religieuse. Ils veulent pouvoir améliorer le futur de leurs enfants, vivre et mourir dans la dignité. Mais notre civilisation a produit des lois pour les tenir à l'écart ou pour les enfermer dans des conditions similaires à la prison. Ils restent le « chevreton », impuissants, sans savoir pourquoi eux doivent être les victimes.

Cadre général

	Australie	Cambodge	Indonésie	Timor oriental	Thaïlande
Advocacy	400	133	111	58 (familles)	3.419
Aide d'urgence	70			35	170.706**
Assistance médicale					15.884
Assistance au rapatriement volontaire					298
Autosubsistance					68
Construction de la paix			1.292	598	
Éducation			807		11.751
Pastorale					8.152
Recherche	113.000*				
Refuge	30			90	
Support psychosocial	1.830				1.779

* Habitants des îles qui font l'objet de recherches sur le déplacement dans le Pacifique de la part du JRS ; ce ne sont pas des bénéficiaires des services du JRS mais plutôt des personnes concernées par les recherches.

** Cette estimation inclut près de 169.000 personnes qui ont été au centre de détention de Mae Sot. Le JRS approvisionne le centre dans son ensemble, par exemple en matelas, en couvertures, en médicaments de base et en ventilateurs de plafond.

Le JRS **Australie** a accompagné et fourni une aide d'urgence aux immigrés détenus à Sydney et sur l'île Christmas ainsi qu'aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Élargissant son rayon d'action, le JRS a formé du personnel du diocèse de Daru Kiunga, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui travaille avec les réfugiés et a fait des recherches sur les causes du déplacement dans la région du Pacifique.

Au **Cambodge**, le JRS a persévéré dans son action de promotion des droits des réfugiés, critiquant le gouvernement pour le rapatriement forcé de 20 Ouïghours vers la Chine. Le JRS s'était occupé des demandeurs d'asile ouïghours, en leur fournissant un logement et en les aidant dans leurs démarches.

En **Indonésie**, le JRS a répondu à l'augmentation des demandeurs d'asile venant d'Asie et du Moyen-Orient en leur venant en aide dans les centres de détention à Medan, dans le nord de Sumatra, et à Cisarua, dans l'ouest de Java. À Aceh, le JRS a encouragé les communautés à renforcer leurs capacités aussi bien pour développer une société plus juste et plus pacifique que pour la gestion des risques de catastrophes.

À **Singapour**, les activités de sensibilisation de l'opinion publique du JRS en 2009 se sont concentrées sur la terrible situation des victimes des mines terrestres. Le JRS Singapour offre aussi son soutien aux autres projets présents dans la région.

En **Thaïlande**, le JRS a continué à répondre aux besoins des réfugiés et des travailleurs migrants venant de Birmanie dans le domaine de l'éducation : les Karennis dans les camps de Mae Hong Son, à côté de la frontière ; les Mòns à Ranong ; les Shans et d'autres minorités sur la frontière septentrionale. Une assistance a été offerte à Mae Sot et à Bangkok à travers des programmes urbains et dans les centres de détention.

Au **Timor oriental**, le JRS a accompagné les déplacés internes de retour dans leurs communautés, faisant office de médiateur dans les disputes liées à la terre et autres conflits, et offrant un refuge et une assistance d'urgence aux plus vulnérables. Les activités de construction de la paix sont devenues prioritaires.

Cambodge

Des personnes à l'écoute

Le JRS Cambodge fournit une assistance juridique et des services sociaux aux demandeurs d'asile et aux réfugiés venant d'Iran, de Chine, de Birmanie, du Soudan, de Somalie, du Vietnam et d'ailleurs encore. L'un d'eux raconte son histoire :

J'ai très peur. En décembre 2009, le Cambodge a expulsé 20 Ouïghours vers la Chine après les avoir arrêtés, armes au poing, dans une maison du HCR et du gouvernement. C'était des demandeurs d'asile, exactement comme moi. Que va-t-il m'arriver ? Je pose constamment cette question au JRS mais, comme moi, ils ne savent pas y répondre. Je suis à la merci du HCR et du gouvernement cambodgien.

Je suis arrivé au Cambodge en janvier 2009 après avoir fui mon pays où les membres de ma famille – nous appartenons à une minorité ethnique – ont été emprisonnés et exécutés. Peu après mon arrivée à Phnom Penh, une connaissance m'a suggéré de demander de l'aide auprès du JRS. Jusque-là, j'avais réussi à m'en sortir seul, mais j'étais de plus en plus inquiet à l'idée de n'avoir bientôt plus ni temps ni argent à disposition. Le JRS m'a aidé à présenter une déclaration aux représentants du HCR au Cambodge afin d'obtenir le statut de réfugié. Un mois après l'entretien, ma demande a été refusée. Malgré les violences infligées à quelques-uns de mes frères de la part des autorités de mon pays, le HCR m'a dit qu'ils ne pensaient pas que moi ou ma famille pourrions avoir encore des problèmes. J'étais en état de choc. J'avais un mois pour faire appel et trouver des preuves qui confirmeraient que ma vie était encore en danger dans mon pays. Le HCR m'a accordé un peu plus de temps, et avec l'aide des avocats du JRS, j'ai réussi à soumettre la documentation nécessaire. Presque un an après le recours, j'attends encore une réponse. Est-ce que je vais enfin être reconnu comme réfugié ? Quand vais-je le savoir ? Et que va-t-il se passer ensuite ? Après tous ces mois d'attente et d'incertitude, je suis encore plus effrayé et désespéré.

Sans le JRS, je ne serais probablement plus en vie. Moi qui suis musulman, je suis plus que reconnaissant pour toute l'aide que j'ai reçue de mes amis catholiques : une assistance juridique, une aide financière qui m'a permis de louer une petite chambre et acheter de la nourriture, une assistance médicale, des cours d'informatique et, non moins important, des personnes impartiales toujours disponibles pour écouter mes préoccupations.

L'auteur a obtenu le statut de réfugié au début de l'année 2010.



© Frontière entre la Thaïlande et la Birmanie : le JRS soutient l'éducation dans les camps pour les réfugiés karennis à Mae Hong Son. (Don Doll SJ/JRS)

Australie

Faire partie d'une communauté

Le JRS gère un projet d'accueil pour demandeurs d'asile et réfugiés à Sydney. Des maisons communautaires pouvant accueillir jusqu'à 10 personnes, des appartements, des pensions et des logis d'urgence dans des auberges de jeunesse font partie du type de logements disponibles. Gideon T., du Cameroun, explique qu'il a trouvé non seulement un toit mais aussi l'amitié à Blaiket House, l'un des lieux d'accueil du JRS :

Je suis arrivé en Australie le 3 mars 2009. Au début, je suis resté trois mois avec quelqu'un que j'avais rencontré à travers des contacts, selon un accord que nous avons passé ; mais ensuite j'ai dû partir. Heureusement, on m'a donné l'adresse et le numéro de téléphone du JRS. J'ai appelé et à mon grand soulagement on m'a donné un rendez-vous. Entrer en contact avec le JRS a été une chance car j'étais pratiquement à la rue et je commençais à désespérer. Le JRS m'a tout de suite fourni un endroit où aller et je me suis senti chez moi. La vie est redevenue intéressante grâce à l'assistance que j'ai reçue : un logement, de la nourriture, des vêtements et de l'argent pour le transport afin de pouvoir me présenter aux rendez-vous pour mon visa. J'ai été heureux durant tout mon séjour à Blaiket House, entre autre parce que j'ai eu l'opportunité d'apprendre des choses sur d'autres peuples et d'autres cultures, grâce aux autres pensionnaires venant du Sri Lanka, de Corée du Nord, du Ghana, de Turquie et d'Inde.

J'ai obtenu l'asile permanent il y a environ trois mois, et le moment de partir est donc arrivé. Savoir que je devrai « me débrouiller par moi-même » est un peu stressant et m'effraye quelque peu, même si je ne serai pas vraiment seul car je partagerai mon nouveau logement avec deux amis de Blaiket House. Et puis je sais que je pourrai toujours retourner au JRS pour revoir mes amis. Je voudrais finir en remerciant le JRS de m'avoir donné la possibilité de faire partie de sa communauté ainsi que le gouvernement australien pour mon nouveau foyer.



© Gideon (à gauche) avec Francis, un ami du projet d'accueil.



© Indonésie : un projet du JRS à Aceh implique différents secteurs de la communauté dans les activités visant à réduire les risques de catastrophe, auxquels cette zone est sujette. L'objectif est de comprendre, de prévenir et d'affronter plus efficacement les risques de catastrophe. L'équipe a imaginé d'innombrables façons d'intégrer ces activités de prévention dans les trois domaines d'intervention : les écoles, les jeunes et la communauté dans son ensemble. (Don Doll SJ/JRS)



© Des déplacés internes dans le nord du Sri Lanka. (JRS International)

Garantir la dignité humaine

Prakash Louis SJ, directeur du JRS Asie du Sud

Les crises et les conflits sont devenus endémiques en Asie du Sud, en grande partie à cause des différences ethniques, économiques, politiques et religieuses. Les personnes, déracinées à cause de l'insécurité et de l'injustice, deviennent des réfugiés, des déplacés internes, des rapatriés, des détenus, des apatrides... et doivent affronter la misère et d'énormes difficultés. Depuis de nombreuses années, le JRS Asie du Sud répond aux besoins de ces personnes à travers un engagement crédible et considérable dans le Tamil Nadu, au Sri Lanka, au Népal et, plus récemment, en Afghanistan. Les activités sont variées – éducation formelle et informelle, formation professionnelle, activités génératrices de revenus, groupes d'entraide, advocacy – mais l'objectif est le même : aller au-delà de la réponse aux besoins fondamentaux pour garantir la dignité humaine de chaque personne, en particulier des plus vulnérables. Ce n'est pas le JRS qui est le point central mais les personnes à la recherche d'un futur meilleur, de la dignité et de leurs droits, et de solutions durables ; ce sont eux qui apprennent au JRS à être flexible, créatif et concret dans ses actions.

Cadre général

	Afghanistan	Inde	Népal	Sri Lanka
Aide d'urgence		716 + 190 familles		38.000 + 5.041 familles
Assistance médicale	400			
Autosubsistance	71			2.387
Centres de jeunes			13.387	
Développement social et communautaire		18.351		1.395
Éducation	155	15.718	38.150	33.564
Support (réfugiés vulnérables)		163		
Support psychosocial		360 (familles)		
Visites à domicile		4.461 (familles)		

En [Afghanistan](#), le JRS a soutenu les familles qui vivent à Sohadat, un site pour rapatriés proche de Herat. Une école primaire a été inaugurée le premier avril.

Dans l'est du [Népal](#), le JRS a continué le programme éducatif pour les réfugiés bhoutanais. Entre octobre 2007 et décembre 2009, près de 25.600 réfugiés ont été réinstallés dans des pays tiers.

Le conflit au [Sri Lanka](#), qui durait depuis plus de 30 ans, s'est conclu en 2009 avec la victoire de l'armée. Quelque 280.000 Tamouls qui fuyaient la guerre ont été confinés dans des « centres d'accueil » - en réalité des camps de détention surpeuplés. En octobre, suite aux pressions internationales, le gouvernement a commencé à les relâcher en grand nombre. Le JRS a travaillé dans les zones dévastées par la guerre dans le nord et dans l'est, fournissant éducation et aide d'urgence dans les centres d'accueil et accompagnant les personnes qui ont commencé à retourner dans leurs lieux d'origines, souvent complètement détruits. Les programmes pour les personnes déplacées depuis longtemps ont continué.

Les programmes d'éducation et de développement des communautés ont aussi été maintenus dans l'état du [Tamil Nadu](#), dans le sud de l'Inde, où vivent 73.000 réfugiés sri lankais. Le JRS a des centres dans presque tous les camps de réfugiés, qui sont au nombre de 110.



© Un cours pour enfants avec besoins particuliers dans le camp de Sanischare, dans l'est du Népal, où le JRS et Caritas fournissent une instruction aux réfugiés bhoutanais. (Sara Pettinella/JRS)

Sri Lanka

Je sais ce qui me soutiendra

Aravinth, âgé de 22 ans, est l'une des personnes que le JRS a accompagnées dans les zones de guerre du Sri Lanka. Sa famille porte les cicatrices de la violence ethnique et du conflit qui a opposé l'armée au mouvement aujourd'hui disparu des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). Bien qu'Aravinth ait tourné la page, il reste hanté par son passé.

Je fréquente l'université et je suis décidé à bien étudier ; pourtant, quelquefois, un profond sentiment d'insécurité me tenaille. Mon grand-père nous racontait souvent comment il avait tout perdu durant les émeutes contre les Tamouls de 1958, dans le sud, conduites par des délinquants cingalais. Mon père a subi le même sort quand il est allé dans le sud pour gérer un magasin : au cours du « juillet noir » de 1983, les Tamouls furent pris de cible dans des émeutes généralisées ; mon père fut sauvé par des amis cingalais mais il n'avait plus rien quand il est revenu à la maison.

Nous étions heureux même si nous grandissions au milieu de la guerre ; mon père avait un petit magasin et était agriculteur. Il n'y avait pas d'électricité dans le Vanni (la région septentrionale contrôlée par le LTTE) et nous étudions donc à la lumière des lanternes. Bien des fois nous avons passé les examens sous les bombardements aériens, courant vers les abris et revenant continuer les examens une fois le bombardement terminé. En 1998, nous avons dû nous réfugier dans un village éloigné. Nous avons perdu le plus jeune de la famille à la suite d'une morsure de serpent à cause du manque de médicaments dû à l'embargo économique imposé au Vanni. À cette époque, j'ai rencontré pour la première fois des membres du JRS, qui m'ont consolé et m'ont aidé à faire face à cette tragédie. Connaissant les conditions de ma famille, déplacée, ils m'ont fourni une bourse d'études pour fréquenter l'école secondaire. En 2002, il y a eu un cessez-le-feu et nous sommes retournés chez nous ; mais la guerre a repris et, en 2007, mon plus jeune frère a été recruté de force par le LTTE. Au début de l'année 2009, nous avons été contraints de quitter à nouveau notre village, face à l'avancée de l'armée – les jours les plus sombres de notre vie. Alors que nous fuyions la zone de conflit, nous avons fini dans un « centre d'accueil » : l'emprisonnement, la faim, le manque d'hygiène et les interrogations continuelles sont devenus notre quotidien. Nous étions menacés par la présence de groupes paramilitaires et de fonctionnaires des services secrets, et des enlèvements et des « disparitions » provoquaient des vagues de panique parmi nous.

À la fin, j'ai été relâché et j'ai pu reprendre mes études. Si aujourd'hui je fréquente l'université, je le dois surtout au JRS qui a continué à me soutenir. Mais j'ai beaucoup de peine pour mon frère qui a été recruté ; nous l'avons cherché partout mais nous ne savons pas où il est. Qu'est-ce que le futur apportera ? Je ne sais pas, mais je sais ce qui me soutiendra : c'est ma foi.



© L'un des « centres d'accueil » mis en place dans le nord-est du Sri Lanka pour loger les Tamouls déplacés au cours de la dernière phase de la guerre dans le Vanni. (JRS International)

Afghanistan

La vie est positive maintenant

En visitant les personnes rapatriées dans le site de Sohadat, près de Herat, le JRS a découvert que nombre d'entre elles connaissaient un métier et a donc décidé de lancer un projet pour encourager les activités pour l'autosubsistance. La petite activité de Ghulam Raboni a reçu une aide, mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle il est heureux que le JRS soit venu à Sohadat :

Nous sommes une famille de six. Nous avons fui en Iran durant la guerre entre les Russes et les moudjahidines. La vie en exil n'était pas agréable et j'ai toujours eu le désir de retourner dans ma patrie, ce que j'ai fait après la chute du régime taliban. Mais quand je suis arrivé au village de mes ancêtres, j'ai réalisé que nous ne pouvions plus cultiver la terre que nous avions car elle avait été détruite par la guerre. J'ai décidé de louer une chambre à Herat, où je pouvais trouver quelque travail journalier, et après des mois de fatigue, j'ai réussi à mettre sur pied ma propre activité. Avec mes économies, j'ai acheté un Zaranj (triporteur), et j'ai commencé à vendre des bouteilles de gaz. Puis la tragédie. Je livrais du gaz dans la périphérie et, malgré les panneaux d'avertissement signalant les mines, je suis passé dans un champ. Je me rappelle seulement une forte explosion, quelques instants de douleur atroce, puis le noir. J'ai perdu la jambe droite. J'étais abattu, je ne voulais pas devenir un poids. Mais ma famille et mes amis m'ont encouragé ; après un mois d'hôpital, je suis rentré chez moi où une surprise m'attendait : mes amis avaient modifié mon Zaranj pour que je puisse continuer à le conduire. Il a fallu un peu de temps pour que je m'habitue aux changements mais j'y suis arrivé, et cela m'a donné la force de reprendre mon activité.

J'ai pris un petit terrain et une maison à Sohadat et j'ai commencé à faire la navette entre Sohadat et Herat pour m'approvisionner en gaz. Mais j'avais seulement trois bouteilles, ce qui était insuffisant pour répondre aux besoins de la population croissante du site. Le JRS m'a aidé à en acheter quelques autres, afin de pouvoir répondre à la demande et de diminuer les voyages en ville. L'aide que le JRS a apportée au site a été considérable : électricité, éducation, assistance médicale. Au début, nous n'avions rien ; maintenant, grâce à quelques ONG, nous avons tout ce dont nous avons besoin. L'école gérée par le JRS offre à nos enfants la meilleure instruction possible dans ces circonstances, et le dispensaire est une bénédiction pour nous : nous ne sommes plus obligés d'aller loin pour chercher des médicaments, avec des frais élevés. La vie dans le site maintenant est positive.



© Ghulam Raboni au travail.



Colombie : un entretien avec le responsable de *Acción Comunal* à El Diamante, Barrancabermeja. (Sergi Cámara/JRS)

La raison de notre existence

Alfredo Infante SJ, directeur du JRS Amérique Latine

Les crises humanitaires à Haïti et en Colombie ont un impact important sur la région. L'injustice, la pauvreté diffuse et les catastrophes naturelles sont les causes de la crise haïtienne, tandis qu'en Colombie sévit depuis longtemps un conflit armé fratricide, qui plonge ses racines dans l'injustice et dans les intérêts des grosses multinationales et des mafias qui cherchent à exploiter les ressources naturelles et la terre ; ce conflit a provoqué le déplacement de millions de personnes. Je voudrais vous raconter l'histoire de l'une d'entre elles, une femme qui a réussi à trouver refuge dans un pays voisin après avoir dû fuir plusieurs fois. En Colombie, elle a perdu quelqu'un qu'elle aimait partout où elle a cherché refuge, y compris son fils et son mari. Sa famille est victime de toutes les parties en guerre : son mari a été tué par les paramilitaires, avec la complicité des autorités publiques, et son fils par des guérilleros. Pour elle, les groupes armés sont tous les mêmes : ils volent la paix, tuent et dépouillent les personnes de tout ce qu'elles possèdent, sans respect pour la vie. Mais l'injustice n'a pas amenuisé son désir de vivre, grâce à sa force intérieure elle continue à vivre et à lutter, en exil, pour sa dignité. Comme beaucoup d'autres aux frontières de l'Équateur, du Panama et du Venezuela, cette femme, accompagnée par le JRS, nous montre et nous enseigne le cœur de notre mission : ces personnes sont la raison de notre existence.

Cadre général

	Colombie	Équateur	Panama	Venezuela
Aide d'urgence	2,797		179	465
Construction de la paix	134	358	233	70
Développement communautaire	106	391		679
Éducation	679	128	10	216
Pastorale	457		48	
Services sociaux*	3,485	3,104	135	1,963

* Pour cette région, la catégorie services sociaux inclut l'assistance juridique et les activités génératrices de revenus.

En **Colombie**, le JRS a poursuivi sa mission pour construire une société basée sur le respect de la vie et de la dignité pour tous, en offrant un accompagnement psychosocial, des formations sur les droits de l'homme et des programmes d'aide au développement des communautés dans trois endroits profondément affectés par la violence – Soacha, Magdalena Medio et Valle del Cauca. Une attention particulière a été portée aux enfants et aux adolescents.

En 2009, l'**Équateur** a commencé à mettre en œuvre sa première politique nationale sur les réfugiés, lancée en 2008, avec le *Registro ampliado* pour les réfugiés colombiens. L'objectif de cette procédure est d'enregistrer et de répondre aux demandes d'asile le même jour. Le JRS a participé à ce processus dans les cinq zones frontalières où il a été réalisé. Il a aussi accompagné 46 organisations locales qui s'occupent de migrants et de réfugiés, encourageant le dialogue entre eux et identifiant des façons de sensibiliser l'opinion publique.

À **Haïti** et en **République dominicaine**, un projet binational qui s'appelle *Solidaridad Fronteriza* (Solidarité à la frontière) est en place depuis plusieurs années pour promouvoir les droits des migrants et des réfugiés haïtiens. Il y a entre 500.000 et 800.000 Haïtiens en République dominicaine. Les services du JRS ont compris une assistance juridique, le renforcement des capacités des organisations locales de réfugiés et/ou de migrants, des activités d'advocacy et des échanges culturels.

À **Panama** - dans la capitale et près de la frontière, à Jaqué et à Puerto Piña - le JRS a continué à développer des projets pour accompagner et défendre les droits des réfugiés colombiens, aussi bien afro-colombiens qu'amérindiens.

Au cours de l'année 2009, les tensions politiques entre les gouvernements colombien et vénézuélien ont conduit à une violence accrue dans les zones frontalières et à davantage de restrictions concernant la possibilité de mouvement des réfugiés. Le JRS, présent dans les états d'Apure et de Táchira au **Venezuela**, a accompagné plus de 80 communautés dans les zones frontalières, offrant un soutien aux demandeurs d'asile dans le processus de détermination de leur statut et promouvant leur intégration au sein des communautés locales.

Venezuela

Reconstruire à partir des cendres

Le JRS Venezuela a développé une multitude de programmes pour les femmes réfugiées. Voilà l'histoire de María, qui est en même temps participante et facilitatrice des ateliers de renforcement des capacités du JRS :

María est née en Colombie il y a environ 45 ans et est enseignante. Sa peau est brunie par le soleil et marquée par la souffrance. Elle a dû fuir sa propre terre à la recherche de la paix, dans l'espoir de reconstruire ses rêves. « J'ai dû abandonner mon village, la violence était partout », raconte-t-elle. « J'ai perdu mon mari à cause de cette violence, sans même savoir pourquoi, sans explications, juste quelques excuses : 'cela a été une erreur', m'ont dit les paramilitaires, 'ce n'est pas lui que nous cherchions'. Et le calvaire a commencé. » Alors qu'elle évoque des événements qu'elle voudrait oublier, ses yeux se remplissent de larmes. « J'ai essayé de reconstruire ma vie à partir des cendres. C'est comme quand on jette un verre par terre, il se casse en petits morceaux et on doit le reconstruire. C'est vrai, on peut y arriver, mais cela demande du temps. »

Effrayée à l'idée que ses enfants soient recrutés pour combattre en guerre, María les a envoyés au Venezuela, où elle les a rejoints plus tard. Mais sa famille n'a pas été très bien accueillie. Les militaires ont contraint son fils à retourner en Colombie, malgré sa demande d'asile, parce qu'il n'avait pas de papiers ; il a été tué là-bas. « L'armée l'a assassiné. Je dis assassiné parce qu'il est considéré comme un *falso positivo*.* Le plus terrible, c'est que cela est arrivé seulement parce qu'il n'avait pas de papiers. » Quatre mois après la mort de son fils, María a appris que son frère avait été assassiné par des guérilleros parce qu'il avait refusé de collaborer avec eux.

María est un exemple de ce que vivent des milliers de personnes en Colombie et, plus important encore, elle est un exemple de force, de courage et de volonté de vivre. Après l'entrevue, elle a essuyé ses larmes en disant : « Je dois partir maintenant ; mes femmes m'attendent – se référant aux participantes à un cours d'artisanat qu'elle donne. La vie doit continuer. »

* Dans ce contexte, *falso positivo* se réfère à la pratique de certains membres de l'armée colombienne qui consiste à assassiner des civils pour les faire ensuite passer pour des guérilleros tués légitimement lors de combats.



© Colombie : la population civile porte le poids le plus lourd de la guerre civile. Cette famille a trouvé refuge à Soacha, près de Bogotá, après avoir fui le département d'Amazonas, dans le sud de la Colombie. (Minerva Vitti/JRS)

Colombie

Nous voulons changer la réalité dans laquelle nous vivons

Le fondateur du JRS, Pedro Arrupe SJ, voulait que les jésuites accompagnent les personnes les plus dans le besoin, qu'ils aillent là où les personnes vivent les situations les plus dures. L'un de ces endroits est Soacha, une ville à la périphérie de Bogotá où vivent des milliers de déplacés internes. Il y a aussi des personnes déplacées de Soacha à cause des menaces, des recrutements forcés et des homicides de la part des groupes armés, légaux et illégaux, qui créent une atmosphère de militarisation. Le JRS travaille avec le diocèse de Soacha depuis 2001 pour défendre les droits des personnes, surtout les plus vulnérables ; notre travail tire son inspiration de la réalité qu'elles doivent affronter. Les activités de l'un des projets visent à développer la confiance en soi parmi un groupe de jeunes, leur donnant la possibilité de s'exprimer et de faire connaître leurs talents artistiques, que ce soit danser la break-dance, chanter, faire des graffitis ou autre chose encore. En plus d'augmenter leur autonomie, l'objectif est de contribuer à construire une vie digne pour tous. Encouragés à réfléchir aux dynamiques et aux problèmes de leur communauté, les jeunes reçoivent une formation sur les droits de l'homme et sur les compétences nécessaires à la vie quotidienne, afin qu'ils puissent être incisifs dans leurs actions.

Les affirmations des jeunes révèlent les problèmes auxquels ils font face et leur détermination à les surmonter :

La communauté pense que nous sommes des « mauvaises herbes » parce que nous sommes déjà abîmés, parce que notre passé a été négatif, peut-être.

Face à eux, nous nous sentons un peu vulnérables parce que, d'une façon ou d'une autre, la communauté veut nous détruire.

Mais nous avons aussi des projets et le désir de vivre.

Nous vivons loin des choses négatives que d'autres jeunes font dans notre quartier. Nous ne sommes pas des vandales ; nous sommes des jongleurs, des graffeurs, des danseurs de break-dance, des chanteurs de rap. Il y a des personnes qui nous accusent de voler, de tuer et de conduire une mauvaise vie, mais ce sont des mensonges ! Nous sommes des artistes ! Et nous voulons changer la réalité dans laquelle nous vivons !

Beaucoup de jeunes ont été menacés, ou ont dû fuir, seulement parce qu'ils voulaient s'exprimer ; d'autres ont choisi de se cacher, effrayés, et ils ont arrêté de faire ce qui leur plaisait, ils ont mis de côté les projets qu'ils désiraient développer. Ce que nous essayons donc de faire, c'est de changer la situation, d'exprimer ce que nous sentons à travers l'art. Nous ne voulons plus de combats entre gangs, ce que nous voulons ce sont des compétitions entre chanteurs, danseurs et graffeurs.



© Break-dance à Soacha. (Sergi Cámara/JRS)



© Ken Gavin SJ (à droite) salue des hommes qui font la queue devant le Centre d'aide pour migrants expulsés (CAMDEP - Aid Centre for Deported Migrants) à Nogales, dans l'état de Sonora, juste de l'autre côté de la frontière avec les États-Unis. (JRS International)

Ils ne sont pas seuls

Kenneth Gavin SJ, directeur du JRS États-Unis

Chaque personne a le droit de prier selon sa propre foi. Avoir accès à une assistance pastorale est essentiel pour les centaines de milliers de migrants détenus chaque année en prison par le gouvernement fédéral à travers les États-Unis. Il y a six ans, nous avons obtenu, après une campagne de pression, la mise en place de programmes d'aumônerie dans les centres de détention, garantissant aux détenus la possibilité d'exprimer leur propre foi au moment où ils affrontent la perspective de l'expulsion, de la séparation avec leur famille et, dans beaucoup de cas, du retour dans un pays qu'ils connaissent à peine. En 2009, notre contrat d'aumônerie avec le Département de la sécurité intérieure des États-Unis a été renouvelé pour cinq autres années et la qualité de l'assistance pastorale a été améliorée. La disponibilité de l'administration actuelle face à des solutions alternatives à la détention pour certains migrants nous rend optimistes pour les années à venir. En 2008, nous avons lancé en partenariat avec d'autres organisations un nouveau projet le long de la frontière entre l'Arizona et le Mexique : l'Initiative transfrontalière Kino (*Kino Border Initiative* – KBI). À travers notre travail le long de la frontière et dans les centres de détention, nous avons fait comprendre à nos frères et sœurs qu'ils n'étaient pas seuls.

Cadre général

	Initiative transfrontalière Kino	Centres de détention (première moitié 2009)
Aide d'urgence	72.600	
Pastorale		22.412
Refuge (femmes, enfants)	245	

La première année de l’Initiative transfrontalière Kino (KBI) a été un succès. Ce ministère binational le long de la [frontière entre l’Arizona et le Mexique](#) est le fruit d’une collaboration entre le JRS États-Unis, les Provinces jésuites de Californie et du Mexique, les Sœurs Missionnaires de l’Eucharistie, l’archevêché de Hermosillo et le diocèse de Tucson. À Nogales, au Mexique, la KBI gère le Centre d’aide pour migrants expulsés (CAMDEP) et la Casa Nazaret (Maison Nazareth). Le CAMDEP a répondu aux besoins immédiats des personnes expulsées souvent sans ressources tandis que la Casa Nazaret a fourni un refuge d’urgence aux femmes et aux enfants expulsés.

Le JRS a continué ses programmes d’aumônerie dans trois centres de détention fédéraux situés au [Texas](#), en [Arizona](#) et dans l’état de [New York](#) ainsi que dans un centre de détention du comté de Los Angeles en [Californie](#). Une assistance pastorale a aussi été offerte.

Au [Canada](#), la sensibilisation de l’opinion publique et l’advocacy en faveur des déplacés internes ont été au centre des activités du JRS au Québec. À Toronto, la campagne pour faire comprendre les difficultés que les personnes en danger au Mexique rencontrent quand elles demandent l’asile au Canada a été intensifiée. Toujours à Toronto, le JRS a contribué à l’activité de la Romero House, qui a offert une communauté, des services sociaux et un soutien aux demandeurs d’asile nouvellement arrivés.



© La frontière entre les États-Unis et le Mexique. (JRS International)

États-Unis

Je n'arrivais pas m'en sortir

Les femmes seules et les mères avec de jeunes enfants qui cherchent refuge à la Casa Nazaret ont connu une expérience de migration traumatisante. Nombre d'entre elles ont été abandonnées dans le désert, battues, insultées, agressées et violées durant leur voyage vers les États-Unis. D'autres vivaient depuis plusieurs années aux États-Unis avant d'être incarcérées puis expulsées. Carmen est l'une des femmes accueillies à la Casa Nazaret :

Je viens de l'État d'Hidalgo, au Mexique, je suis née dans une famille très pauvre, l'aînée de huit enfants. Nous vivions avec mon grand-père maternel et une fois, je ne sais pas pourquoi, en pleine nuit il nous a chassés de la maison ; nous sommes partis et nous nous sommes abrités sous un arbre. Ma mère n'arrêtait pas de pleurer et je lui ai dit : « Ne pleure pas, maman. Quand je serai grande je travaillerai et je te construirai une maison avec deux étages. » J'ai maintenu ma promesse : j'ai vraiment construit une maison où il y avait cet arbre, et elle a deux étages.

Je me suis mariée et j'ai eu trois enfants, mais mon mari n'était pas un bon père. Nous nous sommes séparés et j'ai travaillé pour faire vivre mes enfants. J'étais épuisée, je trouvais que la vie était vraiment dure et sans alternatives possibles ; je n'en pouvais plus. Ma fille aînée est venue me voir et m'a dit : « Ne pleure pas, maman. Quand je serai grande, je travaillerai et je t'aiderai ». Ses paroles m'ont profondément touchée et j'ai décidé de reconstruire ma vie. Il y a quatorze ans, j'ai laissé mes enfants à ma mère et je suis allée aux États-Unis pour travailler. J'ai commencé à envoyer 4.000 dollars par mois à ma mère pour pourvoir à ses besoins, ceux de mon père et de mes enfants ainsi que pour leur scolarité. Mais par la suite j'ai découvert que ma fille, désormais adolescente, voulait se suicider. J'ai dû retourner au Mexique ; mon désir de revoir mes enfants était plus fort que celui de conserver ma situation aux États-Unis, et quand je suis arrivée au Mexique, mes enfants m'ont procuré beaucoup de joie.

Mais comment pouvais-je vivre avec un salaire de 100 dollars ? Au Mexique, je devais travailler huit heures pour gagner ce que je gagnais en 45 minutes aux États-Unis. Je n'arrivais pas à m'en sortir et j'ai donc essayé de repasser la frontière. J'ai déjà essayé deux fois, mais je ne passerai pas de nouveau à travers le désert ; c'est terriblement dur, personne ne peut imaginer les souffrances qu'on y endure.



© Sœur Engracia Robles (au milieu) et des volontaires distribuent des repas chauds à plus de 200 personnes chaque jour dans la structure du CAMDEP à Nogales, au Mexique. (Robert Dolan SJ/JRS)

Canada

Le droit d'être protégé

Important fonctionnaire de police à Ciudad Juárez, au Mexique, Gustavo Gutierrez Masareno dirigeait une équipe qui enquêtait sur les *feminicidios* – cas tristement connus de meurtres de femmes jamais élucidés. En novembre 2008, il a cherché refuge au Canada ; il nous raconte ici son histoire :

J'ai fui mon pays parce que j'ai reçu des menaces de mort alors que je travaillais pour le bureau du Procureur général de justice de l'État de Chihuahua. En janvier 2008, alors que j'étais coordinateur d'un département qui enquêtait sur les meurtres de femmes, mon visage est apparu dans toute la ville sur d'énormes panneaux publicitaires qui promouvaient ce que l'on a appelé le Nouveau système judiciaire. Un mois plus tard, on m'a assigné la responsabilité de la zone septentrionale de la région, et en mai j'ai reçu des menaces de mort. J'ai alors décidé de partir pour un autre état du Mexique ; mais quand ma famille, encore à Juárez, a commencé à recevoir la visite d'hommes armés, j'ai décidé qu'il fallait chercher refuge au Canada.

Quand je suis arrivé à Toronto, j'ai dit au fonctionnaire de l'immigration que je voulais demander l'asile et j'ai été mis en prison alors qu'ils vérifiaient mon histoire. Quatre jours plus tard, on m'a dit que j'étais libre et que je pouvais sortir à condition qu'un citoyen canadien dépose une caution pour moi. J'avais le numéro de téléphone d'une personne que connaissait mon frère, qui a payé la caution et m'a accueilli chez lui, où je suis resté jusqu'à ce que ma famille arrive au Canada. Peu de temps après, la communauté de Romero House nous a accueillis et nous a beaucoup aidés, devenant un point de repère pour notre famille. Avec le père Jack [Costello] du JRS, ils nous ont accompagnés comme des amis tout au long de la procédure de demande d'asile. Ma demande a été refusée en première instance, parce que le juge a décidé que je pouvais chercher protection à Mexico. J'ai fait appel à la Cour fédérale et j'attends maintenant une nouvelle audience. Le père Jack a organisé une rencontre avec l'archevêque de Toronto, Thomas Collins, qui m'a soutenu. Malgré l'incertitude, j'espère que tout ira pour le mieux. Mais je suis sûr d'une chose : je ne peux pas retourner au Mexique et espérer y être en sécurité et ma famille non plus.



Rakeb Al Rekabi et Asia Taher d'Iraq vivent au Canada depuis 15 ans. Bayan and Oban, leurs deux fils, sont nés au Canada et ont la citoyenneté canadienne, mais pas Rakeb et Asia. Ils vivent dans l'incertitude : bien qu'il y ait un moratoire pour les expulsions vers l'Iraq, leurs demandes pour le statut de réfugiés puis pour l'obtention d'un permis de séjour permanent pour raisons humanitaires, ont été refusées. Au Québec, le JRS est impliqué depuis 2005 avec d'autres organisations dans une campagne intitulée *Des vies en suspens*. La campagne met en évidence la situation difficile des personnes qui proviennent de pays concernés par le moratoire, comme Rakeb et Taher, et demande que leur soit reconnu un statut permanent. En 2009, la campagne a fait pression en faveur des personnes qui risquaient l'expulsion à la suite de la décision du gouvernement de lever le moratoire pour le Rwanda, le Liberia et le Burundi.

glossaire des typologies de projet

Advocacy

Protéger les droits des réfugiés commence sur le terrain, avec le support juridique et matériel pour les demandes d'asile, l'accès aux services, l'enregistrement, le retour ou la réinstallation. Les séminaires d'information ou de sensibilisation pour les fonctionnaires publics, les ONG locales et les réfugiés, en constituent un autre aspect.

Aide d'urgence

La distribution de nourriture et de biens non-alimentaires, comme des matelas, des vêtements, des semences et des outils ; les traitements médicaux ; l'argent pour le transport et les visites. L'hébergement - les tentes, l'aide pour le loyer, la réhabilitation et l'entretien des logements - fait partie de cette catégorie.

Assistance médicale

L'assistance médicale comprend les visites et le paiement des traitements médicaux, les services dans les centres de détention, le travail en clinique et en hôpital, les rations alimentaires supplémentaires, l'éducation sanitaire, la sensibilisation au VIH/SIDA, la formation du personnel de santé.

Autosubsistance

Cette typologie comprend les activités visant à acquérir des moyens de subsistance : activités pour assurer l'accès à l'emploi et à la terre ; formation et assistance techniques ; aide pour la mise sur pied de petits commerces en mettant à disposition des fonds, des subventions et des prêts, ainsi que des outils et d'autres ressources. Ces initiatives dépassent l'aspect économique (l'autosuffisance, gagner un revenu) pour englober l'aspect humain (la restitution de la dignité et de l'espoir) et social.

Construction de la paix

Cette typologie englobe la réconciliation et la reconstruction : les deux se déroulent souvent - mais pas exclusivement - dans des contextes de retour. La reconstruction concerne les structures détruites par la guerre tandis que la réconciliation abat les barrières et apaise les conflits dans les relations. Les activités comprennent des séminaires de formation et d'éducation à la paix, des ateliers sur le leadership collaboratif, la promotion de la valeur de la paix à travers le sport, la culture et d'autres activités.

Éducation

Pilier central des activités du JRS dans la plupart des régions, l'éducation couvre une large série d'activités éducatives formelles et informelles comprenant : les écoles maternelles, primaires, secondaires et supérieures, l'éducation spécialisée (en particulier en Asie), l'éducation à distance, des bourses d'étude, les cours de compétences à la vie quotidienne, la formation professionnelle, l'alphabétisation des adultes, les cours d'informatique et de langues, souvent pour adultes, les cours supplémentaires de révision, l'éducation à la paix et à la réconciliation. En Afrique et en Asie, le JRS renforce le système éducatif des communautés en formant les enseignants et en leur offrant un soutien économique, en prenant part à la construction et à l'équipement des écoles et en soutenant les associations des parents et enseignants.

Pastorale

L'accompagnement pastoral se réfère à des initiatives ciblées - le renforcement des capacités parmi les catéchistes, les jeunes et les chefs communautaires ; les Petites Communautés Chrétiennes - et à un ministère plus vaste qui atteint des milliers de personnes. Ce dernier inclut les services liturgiques, y compris l'administration des Sacrements, ainsi que l'accompagnement pastoral, en particulier des personnes qui sont malades, traumatisées et en deuil. Le JRS offre des services d'aumônerie dans les centres de détention.

Support psychosocial

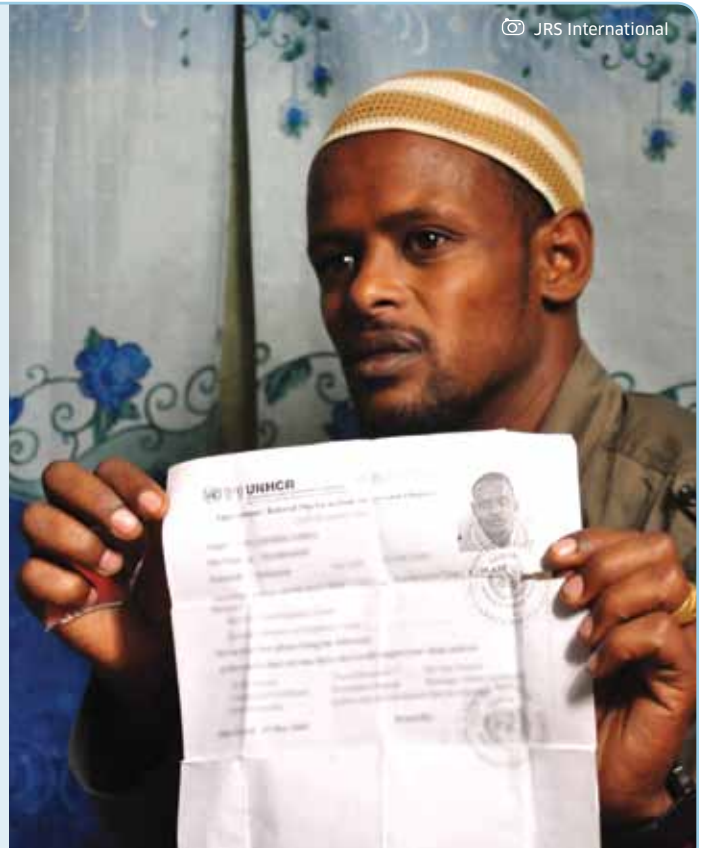
Le support psychosocial se réfère à l'accompagnement et aux conseils, avec différents degrés d'implication allant de la simple écoute aux thérapies pour problèmes de santé mentale. Les survivants des mines, les victimes d'abus, les ex-enfants soldats et ceux qui ont subi des traumatismes sont parmi les bénéficiaires. Cette typologie fait partie d'une catégorie plus vaste, *Services sociaux et développement des communautés*.

les activités d'advocacy du JRS

Les activités d'advocacy, liées à l'accompagnement et au service, font partie intégrante de la mission du JRS et de ses activités quotidiennes à travers le monde. Un réseau international avec des positions clés à Bruxelles, Genève, Nairobi, Oxford, Rome et Washington soutient les responsables au niveau des projets et s'occupe des activités interrégionales d'advocacy et de recherche. Nous mettons ici en évidence quelques thématiques communes à diverses régions du JRS :

Réfugiés urbains

Les personnes déplacées de force en milieu urbain font constamment face à des risques telles que la détention, l'expulsion, l'exploitation et la xénophobie. En 2009, le JRS a fourni des services et des activités d'advocacy dans des projets urbains en Afrique Australe et en Afrique de l'Est, en Asie Pacifique, en Amérique latine, en Europe et au Moyen-Orient. Parmi les problèmes urgents affrontés figurent : le manque fréquent de papiers et d'enregistrement, des logements inadéquats et surpeuplés, la difficulté d'accéder aux services de base et de gagner de quoi vivre. L'intégration et la lutte contre la xénophobie, domaines clés de l'advocacy du JRS, sont restées une priorité. Le JRS a participé à travers ses observations au processus de rédaction de la *Politique du HCR sur la protection des réfugiés et les solutions en milieu urbain*, publiée en septembre 2009 ; le JRS États-Unis s'est uni à d'autres organisations pour demander une action conjointe qui mette en pratique les principes contenus dans la politique.



© JRS International



© Angola (JRS International)

Assistance juridique/Détermination du statut

En fournissant une assistance juridique dans de nombreux pays, le JRS a défié les politiques injustes, sollicité des procédures de détermination du statut de réfugié meilleures et plus rapides, a fait pression en faveur du principe de non-refoulement et a dénoncé les cas de refoulement, comme par exemple celui des Ouïghours renvoyés en Chine par le Cambodge.



© Tchad (Don Doll SJ/JRS)

Éducation

Le JRS a fait pression dans beaucoup de pays afin que l'accès à une éducation de qualité soit garanti, en particulier pour les filles en Afrique. Cette priorité du JRS reflète sa conviction que l'accès à l'éducation est un droit humain et un moyen pour construire la paix et le développement.



Sécurité alimentaire

C'est un autre domaine clé de l'advocacy du JRS, un problème diffus en Afrique en 2009 mais de plus en plus dans d'autres régions aussi ; beaucoup de personnes n'ont pas eu assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins primordiaux, aussi bien dans les camps que dans les sites pour déplacés internes ou en milieu urbain.



Détention

La détention reste une problématique pressante pour le JRS dans le monde entier, en particulier en Europe, aux États-Unis, en Afrique Australe et en Asie Pacifique. En Asie du Sud, le JRS a dénoncé la détention des Tamouls fuyant les zones de guerre au Sri Lanka.



Enfants soldats

Le JRS fait partie de la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats. Au Tchad et en RDC, des programmes pour la réintégration des ex-enfants soldats et pour prévenir les recrutements sont mis en place. En Colombie, le JRS a dénoncé l'utilisation d'enfants dans le conflit armé, entre autre grâce à sa participation à la campagne Main Rouge.



Mines terrestres/Bombes à sous-munitions

Le JRS fait partie de la Campagne internationale pour interdire les mines. Le JRS Cambodge a représenté le JRS aux rencontres et, avec d'autres bureaux nationaux d'Asie Pacifique, il a organisé des activités de sensibilisation et de pression sur les gouvernements nationaux afin qu'ils ratifient la Convention sur les armes à sous-munitions qui entrera en vigueur en août 2010.



Solutions durables

Le JRS a fait pression pour que des solutions durables soient trouvées pour les personnes réfugiées depuis longtemps, pour les apatrides et pour les personnes avec un statut précaire. En 2009, l'attention a aussi été focalisée sur la réinstallation des réfugiés bhoutanais et sur le futur des réfugiés sri lankais dans le Tamil Nadu.

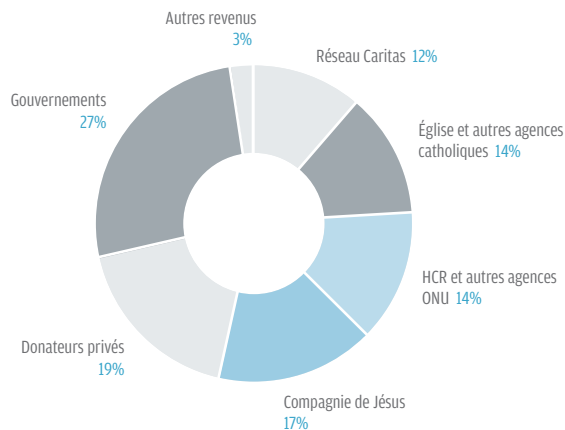


Paix et réconciliation

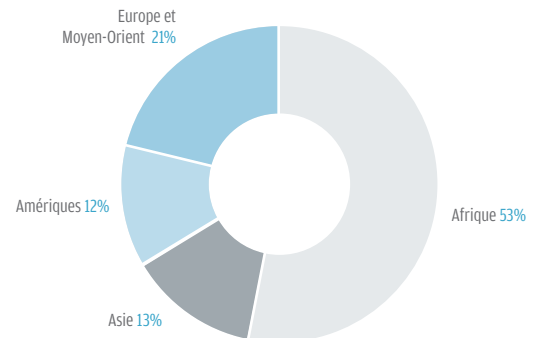
Identifié comme une priorité, ce domaine de l'advocacy du JRS est en plein développement. En 2009, les initiatives ont inclus les appels pour une cessation des hostilités au Sri Lanka, mettant en évidence l'impact dévastateur de la guerre, et l'éducation à la paix pour les rebelles, les autorités civiles et les leaders communautaires dans le nord de la République centrafricaine.

les donateurs du JRS

sources de financement



répartition des dépenses par continent



sources de financement dans le monde entier (en euro)

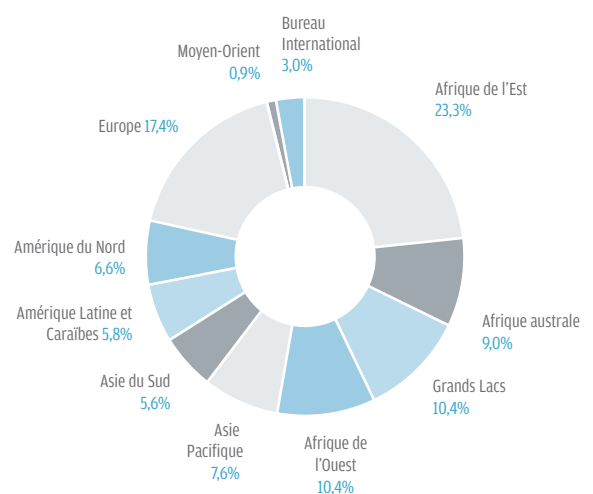
Réseau Caritas	2.599.730
Église et autres agences catholiques	3.033.166
HCR et autres agences ONU	3.100.759
Compagnie de Jésus	2.873.158
Donateurs privés	4.171.216
Gouvernements	6.086.022
Autres revenus	567.489
Total reçu	22.431.540

Église et autres agences catholiques se réfère aux dons de conférences épiscopales, de diocèses, de congrégations religieuses et d'agences catholiques différentes de Caritas ;

Donateurs privés inclut les dons des particuliers et de fondations privées ; *Autres revenus* se réfère aux gains dus aux investissements, aux intérêts bancaires et aux revenus de projets pour l'autosubsistance ;

Compagnie de Jésus se réfère aux dons de jésuites, de provinces jésuites et de procures jésuites pour les missions.

répartition des dépenses par région



Pour les virements bancaires

Banque :

Banca Popolare di Sondrio,
Circonvallazione Cornelia 295,
00167 Rome, Italie
Ag. 12

Intitulé du compte : JRS

Numéro du compte pour les euros :

IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05
SWIFT CODE/BIC: POSOIT22

Numéro du compte pour les dollars américains :

IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410
SWIFT CODE/BIC: POSOIT22

« La vie nous a enseigné que nous devons persévérer, jour après jour, et essayer d'être heureux. Je remercie le JRS de m'avoir donné la possibilité de travailler dans une équipe qui rend les autres heureux. »

Anita, une mère iraquienne, enseigne l'anglais à St Vartan, en Syrie.

Merci à tous nos donateurs et à tous nos amis

merci

pour contacter le JRS

AMÉRIQUE DU NORD

Canada
41 Earl Street
Toronto ON M4Y 1M4
canada@jrs.net
Tél : +1 416 924 7904
Fax : +1 416 960 6206

États-Unis
1016 16th Street NW, Suite 500
Washington, DC 20036
united.states@jrs.net
Tél : +1 202 462 0400
Fax : +1 202 328 9212

AMÉRIQUE LATINE

Edificio Centro Valores, Local 2
Esquina La Luneta
Parroquia Altagracia
Caracas, Venezuela

latin.america@jrs.net

Tél : +58 212 5631018

EUROPE

Rue du Progrès, 333/2
B-1030 Bruxelles, Belgique

europe@jrs.net

Tél : +32 2 250 3220
Fax : +32 2 250 3229
Web : www.jrseurope.org

AFRIQUE DE L'EST

PO Box 76490
Nairobi 00508 Kenya
(Localisation : JRS Mikono Centre
Gitanga Road, en face d'AMECEA)

eastern.africa@jrs.net

Tél : +254 20 38 73849
Fax : +254 20 38 71905

GRANDS LACS

B.P. 2382
Bujumbura, Burundi
(Localisation : Boulevard du 28
Novembre n°5, Rohero 1)

grands.lacs@jrs.net

Tél : +257 22 210 494
Fax : +257 22 243 492

AFRIQUE AUSTRALE

PO Box 522515
Saxonwold 2132, Johannesburg
Afrique du Sud
(Localisation : 158 Oxford Road
St. Vincent's School, Melrose 2196
Johannesburg)

southern.africa@jrs.net

Tél/Fax : +27 11 327 0811

AFRIQUE DE L'OUEST

08 B.P. 2088, Abidjan 08
Côte d'Ivoire
(Localisation : Rue C13 – Bvd
Washington)

west.africa@jrs.net

Tél/Fax : +225 22 446 833
Tél : +225 22 446 815
Portable : +225 07 105 811

ASIE PACIFIQUE

PO Box 49, Sanampao Post Office
Bangkok 10406, Thaïlande
(Localisation : 43 Rachwithi Soi
12, Victory Monument, Phayathai
Bangkok 10400, Thaïlande)

asia.pacific@jrs.net

Tél : +66 2 640 9590
Tél : +66 2 278 4182
Fax : +66 2 271 3632

ASIE DU SUD

Indian Social Institute
24 Benson Road, Benson Town
Bangalore, 560 046, Inde

south.asia@jrs.net

Tél : +91 80 235 37 742 (direct)
Tél : +91 80 235 36 189 (accueil)
Fax : +91 80 235 37 700

MOYEN-ORIENT

Syrie
Résidence des Pères Jésuites
Azbakieh, Damas, Syrie
damasdir@gmail.com

Jordanie
Jabal Al-Hussein, 43 Al Razi Street
PO Box 212074, Ammán 11121 Jordanie
jordan.director@jrs.net
Tél : + 962 6 4614190 (Ext. 31)

BUREAU INTERNATIONAL

Borgo S. Spirito 4, 00193 Rome, Italie

Tél : +39 06 689 77 465
Fax : +39 06 689 77 461
international.office@jrs.net

accompagner | servir | défendre



www.jrs.net

Rédigé, produit et imprimé à Malte